

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

webmanagercenter.com

Hebdomadaire n°160 du 14 Septembre 2023 - 3 Dinars

Grammenos Mastrojeni
SGA de l'UPM

**« Autour
de la méditerranée,
il faut partager une
culture technique
et de management
commune »**



A LA UNE

Vieillesse de la population
La Tunisie a-t-elle les mêmes problèmes qu'un pays riche ?

LA TUNISIE QUI GAGNE

« Nous userons de l'IA pour améliorer la gestion comptable des entreprises »
Assure Ala Chaibi, cofondateur d'Iberis

FINANCE

La BCT maintient le taux directeur à 8%
Analyse des pressions inflationnistes et politique monétaire

RADIO DIASPORA

Avec Mouna Aouri, Fondatrice et CEO de Woomentum Singapore

Tunisiens

Résidents à l'Étranger



WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo
les Berges du Lac - Tunis
Tél. : (+216) 71 962 775
(+216) 71 962 617
(+216) 21 18 18 18
(+216) 20 313 314
(+216) 55 313 314
Fax : (+216) 71 962 429
Email : img@planet.tn
www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali
Talal Bahoury

RÉDACTION Ali

Driss Khmaies
krimi Hajer Krimi
Amani ibrahimi
Sarrah Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI
Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies
Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars
(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°160 du 14 Septembre 2023



Grammenos Mastrojeni SGA de l'UPM :
**« Autour de la méditerranée,
il faut partager une culture
technique et de management
commune »**

Nombreuses sont les études scientifiques qui témoignent des risques des changements climatiques sur la grande Bleue. Triste constat : la mer Méditerranée se réchauffe à 20% plus vite que les autres points du monde.



Viellissement de la population :
**La Tunisie a-t-elle les mêmes
problèmes qu'un pays riche ?**

Signe du manque de vision de nos ministres, Ils ne parlent, qu'occasionnellement de l'évolution démographique du pays, le plus souvent lors du recensement général de la population.



Été 2023 : **98 % de la population
mondiale touchée par le
changement climatique**

La quasi-totalité de la population mondiale a été exposée aux effets du changement climatique cet été. De fait, 98 % des personnes sur terre ont connu des températures plus élevées entre juin et août 2023...



**« Nous userons de l'IA
pour améliorer la gestion
comptable des entreprises »**

Assure Ala Chaibi, cofondateur d'Iberis

« Un cerveau bien soigné ne se fatigue jamais » et les cerveaux d'Imen Boumiza et de Ala Chaibi, fondateurs de la startup Iberis ou Birou, fonctionnent à plein gaz pour faciliter le travail des entreprises.



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES &
DÉBATS



SPORT



Hausse des prix alimentaires :
**Plus de 100% d'augmentation
pour certains Produits**

Au moins cinq produits alimentaires ont enregistré une hausse dépassant les 100% de leurs prix de vente en gros au cours du mois d'août 2023, par rapport à la même période de 2022, a indiqué l'observatoire national de l'agriculture (ONAGRI).



80e Mostra de Venise : **Hind Meddeb
primée à « Final Cut in Venice
», Kaouther Ben Hania lauréate
de « Women in cinema
Awards »**

La réalisatrice franco-tunisienne Hind Meddeb a été primée à « Final Cut in Venice » alors que Kaouther Ben Hania est lauréate de « Women in cinema Awards ».



Vieillesse de la population

La Tunisie a-t-elle les mêmes problèmes qu'un pays riche ?

Signe du manque de vision de nos ministres, ils ne parlent, qu'occasionnellement de l'évolution démographique du pays, le plus souvent lors du recensement général de la population. Pourtant, la démographie est une question transversale. Elle constitue un élément basique à prendre en considération pour la confection de toute

stratégie future, que cette dernière soit sectorielle ou macroéconomique.

Focalisés sur la crise que connaissent les finances publiques, nos ministres n'ont pas remarqué que la population tunisienne est en train de vieillir à un rythme rapide et que, si rien n'est fait, cette nouvelle donne risque d'impacter les équilibres

macro-économiques du pays.

Quand Kaïes Saïed découvre accidentellement le vieillissement

Jusqu'ici la seule personnalité politique à en avoir évoqué, accidentellement, le symptôme, c'est le président Kaïes Saïed quand il s'était pris aux migrants, au mois de février dernier. Il avait déclaré, en réaction à l'arrivée de

flux de migrants de plus en plus importants dans le pays, que « ces personnes faisaient partie d'un complot visant à modifier la composition démographique du pays nord-africain, dont la culture est principalement arabo-musulmane ».

En fait, le chef de l'Etat ignorait, semble-t-il,

Que ces flux migratoires était un indice du vieillissement de la population tunisienne et son corollaire, la manifestation du besoin du pays d'une main d'œuvre étrangère.

Cette tendance est développée exhaustivement dans deux documents : une étude publiée, en décembre 2022. Intitulée « La Tunisie en 2050 : Population, démographie et prospective" - décembre 2022 par les chercheurs tunisiens Karim Ben Kahla et Kais Hammami et un rapport publié, en avril 2023, par la Banque Mondiale sur le développement dans le monde se rapportant aux migrants, réfugiés et sociétés.

Globalement, les deux documents citent la Tunisie parmi d'autres nations (Turquie, Mexique, Thaïlande...) où « le pourcentage d'adultes en âge de travailler à tendance à diminuer fortement ». Ils ajoutent que « ces pays pourraient bientôt avoir besoin de plus de travailleurs étrangers

parce que leur population n'augmente plus ».

D'après l'étude « La Tunisie en 2050 : Population, démographie et prospective », il est dit : « au rythme actuel des naissances, la Tunisie aura besoin de faire appel à des immigrés à l'horizon 2025 ». « D'ailleurs, ce phénomène a déjà démarré avec l'africanisation actuelle du grand Tunis », note l'étude.

D'autres indices illustrent le vieillissement de la population

Abstraction faite de ces deux références, trois autres indices illustrent le vieillissement de la population tunisienne.

Premier indice, l'allongement du célibat. Selon une enquête de l'Office national de la famille et de la population (Onfp), publiée en 2020, « plus de 2,4 millions de jeunes femmes entre 34 et 45 ans ne sont pas mariées soit 60% de la population féminine, ce taux passe à 81% pour les hommes de la même tranche d'âge ».

De nos jours, on se marie de plus en plus à un âge avancé en raison notamment des études pour les deux sexes. En Tunisie, qui demeure qu'on le veuille ou non un pays conservateur, on ne s'oppose plus à l'idée de retarder l'âge de mariage.

Le deuxième indice concerne

la taille moyenne des ménages. Celle-ci est passée à 3,9, c'est-à-dire en dessous de la taille moyenne dans le monde.

Le troisième porte sur l'indice synthétique de fécondité (ISF) qui a régressé ces dernières années en raison de plusieurs facteurs. Il est passé à 2,2 enfants par femme en 2016, à 2 en 2020 pour descendre encore plus en 2021. Il est actuellement de 1,8.

Ces statistiques nous rapprochent de celles enregistrées en Europe. Le seuil est de 1,7 pour la France. Il ne permet plus le renouvellement des générations dans notre pays. Le seuil doit être équivalent, au minimum, à 2,05 enfants par femme pour le remplacement des générations.

Cela pour dire que la Tunisie, pays en développement, a des problèmes démographiques similaires à ceux d'un pays industrialisé, voire riche.

Cette nouvelle donne démographique qui serait perceptible à travers le vieillissement de la population ne sera pas sans effet sur la société mais aussi sur l'économie du pays. Ce sera le thème du prochain article.

Abou SARRA



Tunisie

Aux portes d'une récession économique, le maître mot est le déni !

Jusqu'à quand continuera-t-on, à cacher les rayons du soleil par un tamis ? Jusqu'à quand continuerons-nous à dissimuler la vérité à un peuple qui vit la misère au quotidien, qui voit chaque jour que Dieu fait sa qualité de vie se dégrader et son pouvoir d'achat se détériorer ! « Je crois que si le mensonge peut servir un moment, il est nécessairement nuisible à la longue, et qu'au contraire la vérité sert nécessairement à la longue bien qu'il puisse arriver qu'elle nuise dans le

moment. D'où je serai tenté de conclure que l'homme de génie qui décrit une erreur générale, ou qui accrédite une grande vérité, est toujours un être digne de notre vénération » disait Denis Diderot.

Ne faudrait-il pas mieux révéler au peuple la réalité sur les raisons de la crise financière du pays ? Ne faudrait-il pas mieux l'impliquer dans tout projet de réforme nécessaire aujourd'hui pour assurer une relance économique qu'hélas, nous ne pouvons que rêver

aujourd'hui ? Ne devrait-on pas responsabiliser le peuple, gagner son adhésion à toute stratégie de développement économique ou de réformes sociales plutôt que de faire miroiter devant lui une prospérité fictive entretenue par de faux espoirs ?

La réalité économique et sociale de la Tunisie est aujourd'hui très dégradée. A qui la faute ?

A ceux qui ont spolié le pays et qui ont disparu des radars politiques et économiques depuis 13 ans ? Qui ont été emprisonnés ? Qui

se sont enfuis et qui ont vu leurs biens sur place confisqués ? 13 ans et l'Etat tunisien entretient toujours le mirage des biens spoliés qu'il ne récupérera pas. Et pour cause : une grande partie des biens confisqués en Tunisie a été cédée, dévalorisée ou pillée et on ne risque, pas de récupérer l'autre partie, celle sise dans les paradis fiscaux ou dans des banques étrangères parce que tout simplement, il n'est pas dit que les Etats concernés par les demandes de restitution des biens spoliés répondent présents, parce que les procédures sont très lourdes, parce que les moyens manquent et l'expertise aussi !

Rien que dans les banques suisses, 55 millions d'euros appartenant à 10 personnes sont bloqués ! Mais à supposer que les biens spoliés dans les banques étrangères s'élèveraient à 500 millions d'euros ou même à un milliard d'euros, leur restitution pourrait-elle remédier au déficit budgétaire de la Tunisie, rétablir les équilibres économiques, renflouer les caisses de l'Etat, compenser les déficits des entreprises publiques ?

Peu probable ! La Tunisie a besoin de beaucoup plus ! Elle a besoin de moyens financiers beaucoup plus importants mais surtout d'un plan de relance et de développement et même de restructuration économique à

court, moyen et long termes ! Hélas, le pays vit aujourd'hui au jour le jour et ses comptes se font à l'image de ceux d'un épicier, comme l'a déclaré une fois Fadhel Abdelkefi, ancien ministre des Finances par intérim !

Pourquoi dans ce cas, à chaque fois le Président Kais Saied nous sort la litanie des biens spoliés pour justifier les échecs de ses gouvernements successifs à remettre le pays sur les rails ?

Parce qu'il ne sait peut-être pas que la récession est à nos portes ! Parce qu'il ne réalise pas que la croissance au deuxième trimestre 2023 est de 0,6% par rapport à la même période en 2023, que la notation de l'agence japonaise R&I, la plus clémente pour nous, a chuté de B à B- avec perspectives négatives, que le fisc qui tombe, comme un couperet, sur les entreprises opérant dans le formel est en train de les massacrer les encourageant à entrer dans l'informel, le seul à être épargné par les pouvoirs publics et que l'économie tunisienne bat de l'aile?

Quand on dit récession, c'est à l'effondrement de l'économie que l'on doit s'attendre. Le Président Saied est-il prêt à assumer les responsabilités de cet effondrement parce que considérant la restructuration des entreprises publiques comme

une ligne rouge et l'orientation de la compensation vers ceux qui la méritent comme un anathème ?

Le choix du souverainisme implique le renforcement du front intérieur

De quels moyens dispose le Président de la République tunisienne pour faire de la résistance au FMI et aux partenaires économiques historiques de la Tunisie ? De richesses pétrolières ? Minières ? Gazières ? Dans un monde globalisé, le souverainisme économique aveugle est un luxe que ne peuvent même pas se permettre de grandes puissances ! Que dire alors des pays pauvres comme la Tunisie que même les compétences la quittent ?

Pire, en prônant le souverainisme économique, le minimum aurait été de renforcer le front intérieur, rassurer le secteur privé, encourager l'investissement, sécuriser les créateurs de richesses, inciter les porteurs de projets à oser ! Mais non! C'est tout le contraire qui se passe. Depuis 2011, la Tunisie vit au rythme de la diabolisation de opérateurs privés, des S17 et interdictions de voyages et de la justification de tous les malheurs du pays par ces hommes et femmes voraces qui sucent le sang des pauvres et volent l'Etat ! Il paraît que même certaines banques refusent aujourd'hui

de financer des projets pour le stockage et la conservation des produits agricoles de peur de voir l'entrepreneur accusé de spéculation et incapable de rembourser le prêt !

C'est dire !

Pendant ce temps, les contrebandiers, ceux qui minent l'économie nationale, sont épargnés par les services des impôts et par la CNSS. Ils s'enrichissent, acquièrent des biens immobiliers, renforcent leurs cartels en toute quiétude et dans l'impunité totale !

C'est à croire que l'on fait exprès de faire disparaître l'économie formelle pour celle informelle qui occupe le terrain et à tous les niveaux. Il suffit de voir les grandes artères du tout Tunis, cités résidentielles ou populaires couvertes des étals offrant toutes sortes de marchandises sous l'œil bienveillant de la police municipale et des services du ministère du Commerce !

Pourquoi investir dans un pays où il n'y a pas de visibilité, où l'investisseur n'est pas sécurisé et où le dispositif d'investissement est paralysant ?

Le code des investissements de 2016 et la loi sur les avantages fiscaux de 2017 bloquants conjugués aux campagnes de dénigrement visant le secteur

privé ne peuvent en aucun cas encourager la relance de l'investissement. Il ne faut certainement pas croire que le développement des sociétés communautaires pourrait résoudre la crise économique ou rassurer les investisseurs étrangers et ramener les IDE.

Pire, en lieu et place de la transparence, c'est l'opacité qui règne. L'exécution du budget sur le portail du ministère des Finances, s'arrête au mois de mars. En revanche, on peut y lire un article où, paraît-il, on parle de la commission des Finances au parlement qui a examiné l'exécution du budget jusqu'au mois de juin en vue des perspectives macroéconomiques pour l'année 2024.

En résumé, à une crise économique persistance, un malaise social persistant et un futur incertain, l'Etat tunisien réponds par le déni, l'opacité, des solutions en trompe-l'œil et l'absence d'un plan de relance économique digne des fondateurs de l'économie des années 70 qui ont projeté la Tunisie vers la prospérité économique après le drame du collectivisme!

L'intelligentsia économique, les architectes de l'économie nationale auraient-ils péri sous les coups de la pseudo révolution de 2011 ?

Amel Belhadj Ali



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Été 2023

98 % de la population mondiale touchée par le changement climatique

La quasi-totalité de la population mondiale a été exposée aux effets du changement climatique cet été. De fait, 98 % des personnes sur terre ont connu des températures plus élevées entre juin et août 2023, en raison de la pollution au CO2 et des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, selon une analyse publiée

jeudi 7 septembre 2023, par "Climate Central", une ONG basée aux Etats-Unis.

Le groupe de chercheurs de cette ONG, qui a étudié les températures dans 180 pays et 22 territoires, a constaté dans son analyse, que dans l'hémisphère nord, l'été 2023 a été le plus chaud depuis le début des relevés au mois de juin.

" Les vagues de chaleur prolongées en Amérique du Nord et dans le sud de l'Europe ont provoqué des incendies de forêt catastrophiques et des taux de mortalité élevés. Le mois de juillet a été le plus chaud jamais enregistré, tandis que les températures moyennes du mois d'août étaient également supérieures de 1,5 degré Celsius aux niveaux préindustriels".



"Pratiquement personne sur Terre n'a échappé à l'influence du réchauffement climatique au cours des trois derniers mois", a déclaré Andrew Pershing, vice-président scientifique de Climate Central.

«Presque personne sur Terre n'a échappé aux effets du réchauffement climatique cet été», affirme Andrew Pershing de Climate Central.

"Dans tous les pays que nous avons pu analyser, y compris dans l'hémisphère sud, où cette période de l'année est la plus fraîche, nous avons observé des températures qui auraient été difficiles - et dans certains cas presque impossibles - sans le changement climatique causé par l'homme", a ajouté le chercheur. En effet, l'Indice de changement climatique (Climate Shift Index, CSI) de Climate Central, indique dans quelle mesure le changement climatique influence la température d'un jour donné.

«Le mois de juillet 2023 a été le plus chaud jamais enregistré, avec des températures moyennes supérieures de 1,5 degré Celsius aux niveaux préindustriels»

Cet indice va de -5 à +5, les niveaux positifs indiquant des températures qui deviennent plus probables en raison du changement climatique (les scores négatifs indiquent des conditions qui deviennent moins probables).

Pour les niveaux de 2 ou plus, l'indice est un multiple de la fréquence à laquelle une température particulière se produira en raison du changement climatique. Par exemple, un CSI de niveau 5 signifie qu'une température est 5 fois plus fréquente.

«L'Indice de changement climatique révèle l'impact du changement climatique sur les températures, rendant certaines conditions presque impossibles sans l'influence humaine»

Pour ce qui est de la Tunisie, l'Institut national de la météorologie a indiqué que le mois de juillet 2023 a été le plus chaud jamais enregistré depuis 1950 dans le pays. La température moyenne de 32,6 °C enregistrée au niveau des 27 stations principales, a été supérieure à la moyenne de référence (28,6°C) pour la période 1991-2020, avec un écart important de +4°C.

Exportations

La Tunisie a exporté 26396 tonnes de fruits, du 1er janvier jusqu'au 4 septembre 2023, une quantité moins de 44,7% de celle exportée à la même période de l'année écoulée.

En valeur, ces exportations ont baissé de près de 15%, au cours de la même période, d'après des données publiées, mardi, par le Groupement Interprofessionnel des Fruits (GIFruits). Cette baisse est due principalement à la régression des quantités de fruits exportés à la Libye, passant de 38285 tonnes, depuis le début de l'année jusqu'au septembre 2022, à 19385 tonnes, actuellement.

Le marché libyen, qui accapare, à lui seul, environ 73,5% des exportations tunisiennes de fruits, a importé, pendant la saison actuelle 8022 tonnes de pêche, 3461 tonnes de prune et 3423 tonnes d'abricot. Le deuxième client de la Tunisie est l'Italie, qui a importé 4817 tonnes de fruits, notamment le pastèque (4314 tonnes).



HORS-SÉRIE



L'Entreprise Digitale

Grammenos Mastrojeni SGA de l'UPM

« Autour de la méditerranée, il faut partager une culture technique et de management commune »

Nombreuses sont les études scientifiques qui témoignent des risques des changements climatiques sur la grande Bleue. Triste constat : la mer Méditerranée se réchauffe à 20 % plus vite que les autres points du monde. Le bassin méditerranéen est décrit aujourd'hui, selon le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du changement climatique, comme une région qui « souffrira de multiples tensions et défaillances systémiques en raison du changement climatique ». C'est d'après eux, l'un des 25 « hots spots » à l'échelle de la planète.


Consciente de l'enjeu, l'Union pour la Méditerranée ne cesse d'accroître les actions, pour une prise de conscience collective de la problématique climatique.



Entretien en deux actes avec Monsieur climat de l'UPM, Grammenos Mastrojeni, secrétaire général adjoint.

Pourquoi la question climatique se pose avec autant d'acuité en Méditerranée ?

Les changements climatiques sont dangereux parce que la région est non seulement très exposée mais asymétrique. C'est une région où il y'a les riches et les moins riches ce qui pourrait avoir des conséquences importantes sur les mouvements des populations à la recherche d'une meilleure qualité de vie, dont les impacts peuvent être la déstabilisation de certains pays. Cette menace n'existerait pas, si nous réussissions à construire une économie plus équilibrée. Si, seulement, nous intégrons les marchés de l'énergie, nous pourrions mettre en place un fonctionnement et un mécanisme macroéconomiques qui pourraient assurer l'équilibre entre les différentes économies.

 **"La Méditerranée est la mer qui se réchauffe le plus vite au monde."**

Quel rôle peut jouer l'UPM pour atteindre cet objectif ?

Nous sommes une force de coordination pour tous les efforts qui doivent être déployés par les

pays méditerranéens.

Ça serait facile d'après vous ? Sachant que les politiques et les priorités sont différentes entre Nord et Sud, ceci sans oublier les tensions existantes entre des pays comme le Maroc et l'Algérie ainsi que la fragilité décisionnelle de la Tunisie...

Nous considérons l'UPM comme un centre de coordination. Tous les pays membres sont à égalité et nous estimons que notre rôle est d'harmoniser les politiques entre eux. Notre tâche n'est pas des plus aisées pour des raisons historiques mais aussi des raisons économiques.

Prenez l'exemple du marché de l'énergie. Il a toujours été considéré comme une composante souveraine donc l'ouvrir exige le changement des mentalités, le changement du cadre réglementaire et ce n'est pas toujours facile. Mais nous œuvrons à mettre tout le monde autour d'une même table et discuter de différentes problématiques secteur par secteur. Ce qui est bien est que nous avançons. Nous voyons les progrès et les résultats concrets. Les choses sont en train d'aller dans la bonne direction à pas sûrs.

Des exemples ?

Il y a à peine cinq ans, il y avait huit

câbles sous-marins entre les Etats riverains à l'étude, aujourd'hui il y en a cent cinquante-six et les Etats commencent à se bousculer à leur propos parce qu'ils veulent se porter candidat pour la distribution et la production.

Quand les intérêts sont réels, ils impactent les politiques et œuvrent à la mise en place des mécanismes nécessaires à l'intérieur de chaque pays pour en profiter et les protéger. Ceci, bien entendu, dans un esprit de dialogue et de concertations entre les différents pays.

Nous observons une dynamique intéressante et positive d'autant plus que les moyens financiers sont mis à disposition et peuvent favoriser le changement. Les blocages sont plutôt d'ordre technique comme le fait d'adopter un cadre législatif plus harmonisé. Il faut standardiser par petites touches techniques et partager une culture technique et de management commune autour de la méditerranée. Il faut travailler sur cela.

"20 cm de hausse de la Méditerranée menaceraient d'immersion les régions basses comme l'ancien Delta du Nil."

Et vous faites du lobbying dans les centres décisionnels européens et à travers vos contacts dans les pays du sud, pour défendre ces projets ?

Nous ne faisons pas du lobbying, nous faisons des démonstrations scientifiques. Nous arrivons chiffres et présentations en main et nous les soumettons aux membres de l'UPM. Nous leur transmettons les données sur ce qui va se passer et leur proposons les solutions possibles. Ce sont les Etats membres qui décident, nous, nous sommes un secrétariat, nous exposons les faits. Eux, discutent entre eux.

Notre démarche à nous est d'encourager tout le monde à chercher des solutions favorisant l'intégration et intéressantes pour tout le monde. J'ai cité l'énergie mais, sur la table, il y a aussi la problématique de la sécurité alimentaire.

Aujourd'hui, nous ne pouvons plus raisonner en termes de Nord/Sud ou Sud/Sud. Il est fort probable que dans très peu d'années le climat du Sud de l'Europe évoluera vers un climat qui ressemble à celui des pays de la rive Sud de la Méditerranée. Cela veut dire que l'Europe aura besoin de l'Afrique du Nord pour les espèces botaniques rentables qu'il s'agisse de forêts ou d'agriculture. Il y a un know how, un savoir-faire dans le Sud que l'Europe ne connaît pas et que les pays riverains du Sud de la Grande Bleue maîtrisent depuis des milliers d'années.

Comment les Etats doivent

se préparer pour juguler les effets néfastes des changements climatiques et en quoi consistent ces changements ?


Il faudrait deux jours pour décrire les impacts de ces changements. Mais il y a un rapport élaboré par le collectif des scientifiques de la méditerranée qui s'appelle MEDEC qu'on trouve sur le site web de l'UPM. Il y a toutefois une précision que je tiens à faire : l'activité humaine et l'écosystème ne sont pas deux choses différentes.

Le problème de l'écosystème peut se transformer en un problème de justice. Je pourrais vous donner deux ou trois exemples de ces effets. La Méditerranée est la mer qui se réchauffe le plus vite au monde. Cela veut dire que les espèces commerciales de poisson du Sud migrent vers le Nord. Au Sud, les espèces qui résistent sont envahissantes et ne sont pas intégrés dans l'économie. Du coup, nous nous retrouvons avec un changement climatique qui approfondi les disparités économiques.

Ceux qui ont le plus besoin se retrouvent sans poissons et les activités qui tournent autour de la pêche sont réduites avec des répercussions néfastes sur le tissu socioéconomique. D'autre part, une mer qui se réchauffe plus rapidement que les autres,

voit le niveau de l'eau augmenter rapidement. On s'attend à ce que dans un siècle le niveau de la Méditerranée s'élèvera d'un mètre d'ici un siècle. Il y aura une augmentation de 20 cm dans une quinzaine d'année.

Une vingtaine de cm ne fait pas peur dans l'apparence, mais il faut savoir que l'eau qui couvre les terres est une eau salée. Comme je suis de nationalité italienne, je rappelle une pensée de mes ancêtres romains qui disaient : « Si vous voulez soumettre quelqu'un, il faudrait le battre en guerre mais si vous voulez ne plus en entendre parler il faudrait éparpiller du sel sur ses terres, parce qu'on ne pourrait plus rien y planter et là c'est toute la Méditerranée qui va rentrer dans les zones côtières où se concentrent presque 40% des terres agricoles.

 **”Au lieu de creuser des puits aussi profonds, on protège la forêt qui catalyse l'eau.”**

Il y a des endroits très exposés et fragiles. L'exemple du Delta du Nil est édifiant en la matière. 20 cm de hausse de la Méditerranée menaceraient d'immersion les régions basses comme l'ancien Delta du Nil et poserait un sérieux problème de sécurité alimentaire à un pays à forte densité de

population. Pareil pour la Vallée du Pô en Italie, une région recelant un potentiel agricole important.

Ceci sans oublier la chaleur et la sécheresse qui causent les feux de forêts. Face à l'écosystème qui dégringole, nous sommes tentés par deux solutions possibles. Celle considérant que partant du fait que le service de l'écosystème n'existe plus, on le substitue par un autre artificiel pour, par exemple, pallier la sécheresse.

On creuse des puits à 500 mètres de profondeur, c'est une approche technologique mais nous défendons, en ce qui nous concerne, une meilleure approche, celle de la restauration de la nature. Ce qui coûte moins cher et a plus de bénéfices. Au lieu de creuser des puits aussi profonds, on protège la forêt qui catalyse l'eau. Et là, il ne s'agit pas que de la Méditerranée, c'est le cas dans d'autres régions du monde.

Il y a aussi la réponse technologique qui consiste à construire d'énormes barrages mais c'est pire car les barrages peuvent émettre de grandes quantités de méthane et de dioxyde de carbone, en revanche si nous plantons des Mangroves, on absorbe le CO2, on restaure les habitats, on préserve les espèces animales et on protège l'écosystème. Cela dure plus longtemps et coûte moins cher.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali



ECOMONDO
The green technology expo.

E23

The Ecosystem of the Ecological Transition

L'événement leader en Europe pour l'économie verte et circulaire

7 - 10 Novembre 2023

PARC DES EXPOSITIONS DE RIMINI, ITALIE

Organized by

ITALIAN EXHIBITION GROUP
Leading the future

In collaboration with

 **ITA**
made in italy .gov.it



« A chaque fois que nous faisons le choix de la durabilité, nous créons de la souveraineté »

Pluies diluviennes, incendies, sécheresses, tempêtes, ouragans, canicule, des phénomènes naturels qui ne cessent de s'accroître à cause du réchauffement climatique. Mère nature est fâchée contre l'homme destructeur. La Méditerranée avec ses 46.000 km² de littoral, est la plus grande mer semi-fermée au monde. Foyer de biodiversité, la grande bleue, qui abrite plus de 10.000 espèces, risque

fort à cause des dérapages humains.

Est-ce rattrapable ? A l'Union pour la Méditerranée, on y croit et on fait tout pour préserver l'écosystème méditerranéen. Ci-après la deuxième partie de l'entretien avec Grammenos Mastrojeni, depuis 2019 secrétaire général adjoint de l'UPM.

Quel rôle peut jouer l'UPM

sur le plan pratique, dans la restauration de la nature comme vous l'avez dit précédemment. Y'a-t-il implication des ONG, des lignes de financement pour soutenir des actions telles l'arborisation ?

C'est ce à quoi nous nous attelons. Notre organisation fait en sorte de mettre ensemble des acteurs dans la société civile, des décideurs publics et des

financeurs. Nous ne parlons pas qu'aux Etats, nous parlons aussi à la société civile, aux institutions financières, aux industriels, au secteur privé et nous lançons des projets concrets.

Mais il ne s'agit pas de grands financements à fonds perdus. Nous appuyons les projets utiles pour l'ensemble des pays méditerranéens. Des projets qui rapportent de l'argent aussi.

Il y a l'exemple de l'agriculture régénérative qui peut rapporter plus que l'agriculture traditionnelle. C'est une agriculture dont l'objectif premier est de renforcer naturellement la qualité des sols et restaurer leur fertilité.

»Pluies diluviennes, incendies, sécheresses, tempêtes, ouragans, canicule, des phénomènes naturels qui ne cessent de s'accroître à cause du réchauffement climatique.»

Le même cercle vicieux que nous vivons avec la construction systématique des barrages, nous le vivons aussi avec l'air conditionné. Il fait chaud, donc en cherchant la fraîcheur, nous utilisons l'air conditionné et nous produisons du CO2. Il est pourtant plus simple de récupérer

l'architecture traditionnelle, pour favoriser la performance énergétique de nos logements en y conservant la chaleur en hiver et la fraîcheur en été.

C'est la régulation thermique aujourd'hui au cœur des enjeux en matière d'architecture durable. Si nous plantons plus d'arbre dans les villes, nous n'aurons plus besoin de l'air conditionnée à l'intérieur de nos logements.

Pouvons-nous généraliser ces orientations dans toute la région méditerranéenne ? Ce sont des opérations difficiles à monter si nous voulons en faire un projet global. Pour plus d'efficacité, nous observons et nous appuyons les initiatives que nous estimons utiles pour la préservation de l'équilibre écologique de la région. Nous adoptons l'approche culturelle pour pouvoir agir sur terrain dans le respect des spécificités des pays et des dissemblances entre eux. A un niveau politique, on prend les décisions à portée structurelle mais c'est la transformation sur terrain qui importe beaucoup plus. Il s'agit de travailler sur les réalités locales.

Au milieu des années 2000, l'Europe a commencé à mettre en place des stratégies visant la réduction de sa dépendance au gaz russe, à l'époque, on commençait aussi à prendre conscience

des conséquences sanitaires, écologiques et humanitaires du réchauffement climatique. Il a pourtant fallu le Covid19 et la guerre russo-ukrainienne pour que l'on passe à la quatrième vitesse dans le développement des énergies renouvelables. Les choses pourraient changer pour le mieux d'après vous ?

»Il y a l'exemple de l'agriculture régénérative qui peut rapporter plus que l'agriculture traditionnelle. C'est une agriculture dont l'objectif premier est de renforcer naturellement la qualité des sols et restaurer leur fertilité.»

Tout est rattrapable, fort heureusement. Quelquefois, on se dit Il y a quelques choses de bizarre dans ce qui nous arrive mais c'est révélateur à plus d'un titre. A chaque fois que nous faisons le choix de la durabilité, nous créons de la souveraineté et nous nous débarrassons des dépendances.

Il y a une raison systémique à tout cela. La nature a réparti les richesses de façon équitable. Si nous misons sur le potentiel qu'elle nous offre, nous nous libérerons automatiquement de la dépendance.

Il a fallu une crise aussi triste que celle du conflit en Ukraine pour que nous nous rendions compte de cela. Mais cela ne concerne pas uniquement l'Europe, c'est une règle générale. Si nous valorisons notre territoire et les richesses qu'il recèle, nous nous débarrassons de toute forme d'esclavage, qu'il s'agisse de l'esclavage économique, commercial ou technologique.

"Si nous plantons plus d'arbres dans les villes, nous n'aurons plus besoin de l'air conditionné à l'intérieur de nos logements."

La guerre n'a pas seulement affecté l'approvisionnement en gaz mais aussi l'approvisionnement des pays en denrées alimentaires dont les céréales. Quelle est votre stratégie pour soutenir les pays méditerranéens dans leurs efforts pour réduire leur dépendance en la matière ?

Nous n'avions pas pensé en termes de dépendance internationale et nous n'en imaginions pas les répercussions à l'échelle des Etats. Mais il y a des exemples. La Tunisie a déjà payé le prix de cette dynamique. Rappelez-vous le printemps arabe qui a ses raisons sociopolitiques et historiques mais qui a été accéléré par une hausse des prix des denrées alimentaires, causée par les changements climatiques.

C'est pour cette raison qu'il faut compter sur soi-même et mettre tout en œuvre pour assurer sa sécurité alimentaire. Pour notre part, nous sommes conscients de l'importance d'un environnement bâti sur la justice, l'indépendance de la décision nationale et la liberté.

Nous cherchons à créer une dynamique vertueuse partagée par l'ensemble des pays pour qu'ils soient autonomes et qu'ils comptent sur leurs propres ressources pour être plus riches et plus résilients.

 **«Tout est rattrapable, fort heureusement.**

Quelquefois, on se dit Il y a quelques choses de bizarre dans ce qui nous arrive mais c'est révélateur à plus d'un titre.»

Est-ce que vous pensez que l'Union Pour la Méditerranée (UPM), peut organiser dans un pays du sud un grand évènement sur le réchauffement climatique et son incidence sur l'équilibre écologique ?

Nous le faisons régulièrement. L'année dernière, pour la première fois dans l'histoire des négociations climatiques,

nous avons réuni tous les Etats membres et les autres porteurs d'intérêts et on a eu un pavillon de la Méditerranée à la COP, ce que nous referons différemment cette année.

La Méditerranée n'existait pas dans les négociations alors que c'est une zone très fragile. Dans le système des Nations-Unies, la Méditerranée est concernée par trois types de négociations et est dispatché sur trois groupes : la commission Europe, la commission Afrique du Nord et la commission Est de l'Europe.

Cela veut dire que la Méditerranée censée être une communauté n'existait pas objectivement en une seule entité. L'UPM a rassemblé tout le monde pour la première fois et est allé à la COP pour montrer que la gravité de la situation n'est pas que régionale, elle est aussi globale.

Si la Méditerranée s'écroule ce sont les pays riverains faisant partie des trois continents qui se partagent la mer qui en paieront les frais. Nous avons aussi tenu à informer les membres de la COP que nous avons des solutions que personne d'autres n'a étudié pour montrer qu'ensemble nous pouvons résister à tout et résoudre les problématiques existantes dans notre région.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

WMC *Le mag*



L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique
hebdomadaire
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques
TTPresse (+ de 20.000 abonnés)
+ PressReader.com + ePresse.fr



LA TUNISIE
QUI GAGNE



Au moins, **Birou** est là pour vous, pour vous **faciliter** le processus **vente & achat**

« Nous userons de l'IA pour améliorer la gestion comptable des entreprises »
Assure Ala Chaibi, cofondateur d'Iberis

« Un cerveau bien soigné ne se fatigue jamais » et les cerveaux d'Imen Boumiza et de Ala Chaibi, fondateurs de la startup Iberis ou Birou, fonctionnent à plein gaz pour faciliter le travail des entreprises. Soit des applications qui permettent une gestion commerciale

centralisée. Ils ont aussi mis à contribution l'IA pour améliorer les performances des PME-PMI en facilitant l'automatisation des processus qui sollicitent des compétences humaines.

Le point avec Ala Chaibi, cofondateur d'Iberis :

Qui est Ala Chaibi ?

Je suis titulaire d'un baccalauréat en informatique du lycée Essalem Boumhal. J'ai suivi un cursus de développement de système informatique à l'ISET Charguia, puis des cours du soir à Esprit, en cursus Génie logiciel.

Comment vous est venu l'idée de fonder votre start-up Birou?

Avec la cofondatrice Imen Boumiza, je gérais une agence de développement informatique. Nous avons des échanges réguliers avec les entrepreneurs qui nous parlaient souvent de leurs mauvaises expériences et nous racontaient les difficultés qu'ils avaient pour bien gérer leurs finances. Des soucis que nous-mêmes vivions dans notre propre agence.

L'idée de fonder Birou.com est partie de là. Nous nous sommes dit pourquoi ne pas créer un produit qui solutionne ces problèmes. Une solution adaptée au contexte national qu'il s'agisse du statut de l'entrepreneur ou du cadre réglementaire. C'est comme cela qu'est né Iberis.

Birou ou Iberis est une plateforme SAS, qu'on intègre à travers des abonnements annuels ou mensuels de 260 Dt ou 26 Dt chaque mois en hors taxes. Soit un prix très accessible par rapport aux locaux et compétitif à l'international. Après adhésion, la plateforme offre un accès à 10 utilisateurs.

L'application est simple. Elle permet une gestion commerciale centralisée et surtout un accompagnement intelligent qui fait gagner énormément

de temps aux entreprises et réduit les charges. Mais pas seulement, nous assurons une mission de conseil grâce à un module basé sur l'intelligence artificielle qui facilite la gestion de la trésorerie. Nous userons également de l'intelligence artificielle pour développer des outils plus sophistiqués et plus efficaces. L'IA représente une technologie transformationnelle incontournable, d'où l'importance que nous lui accordons. Elle nous offre les moyens de gérer des volumes importants de data ce qui aide les entreprises à mécaniser les tâches, stimule la créativité et optimise la prise de décision.

Avec Imen et notre équipe, nous continuons à travailler sur d'autres modules et applications dont celle commerciale qui comprend le devis, la facturation, le solde et ainsi de suite. Un autre module est en cours de finalisation qui concerne les Ressources humaines.

Avez-vous d'autres applications en cours ?

A Iberis, le développement ne s'arrête pas et ce qui est encore plus important est que la plateforme opère en API. C'est l'interface de programmation d'application qui permet de connecter un logiciel ou un service à un autre logiciel ou service afin d'échanger des

données et des fonctionnalités. Iberis offre également d'autres fonctionnalités. Ainsi si un opérateur a un site E-commerce, ou PrestaShop, il peut le synchroniser avec Birou, du coup, il peut traiter ses devis et factures aisément. Le module d'intelligence artificielle offert par Iberis facilite la prise de décision pour ce qui est de la gestion commerciale et en prime la trésorerie.

Parmi les partenariats stratégiques d'Iberis, on trouve NG SIgn, spécialistes de la signature électronique et Smart capital by startup Tunisia et Open Tunisia.

Votre premier client ?

Notre premier client a découvert et acheté le premier abonnement 4 jours après la date de mise en ligne. Aujourd'hui, nous avons plus de 2.100 entreprises clientes. Le marché exprime toujours sa joie de retrouver un produit qu'il peut utiliser facilement.

Pourquoi Iberis n'a pas fait de levée de fonds ?

Au démarrage, nous n'avons fait aucune levée de fonds par choix. Aujourd'hui, nous sommes en négociations pour la première levée de fonds qui nous aidera à mieux nous implanter en Egypte principalement. L'Algérie et le Sénégal suivront.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali



La BCT maintient le taux directeur à 8%

Analyse des pressions inflationnistes et politique monétaire

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie a décidé, lors de sa réunion du 7 septembre 2023, de maintenir le taux directeur de la Banque Centrale de Tunisie inchangé à 8%. Il considère que l'orientation actuelle de la politique monétaire soutiendrait une poursuite de la détente de l'inflation au cours de la période à venir.

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie s'est réuni le 7 septembre 2023 et a passé en revue les récents

développements économiques et financiers et les perspectives de l'inflation.

Sur le plan international, l'inflation continue à décélérer quoiqu'à un rythme de plus en plus lent. La robustesse de la demande et les tensions sur les marchés du travail devraient maintenir les pressions sur la formation des prix. La croissance est plus forte que prévu, surtout chez les principales économies, où l'activité montre une forte résilience.

“La croissance économique en Tunisie a ralenti à 0,6% au deuxième trimestre 2023, en grande partie due au secteur de l'agriculture.”

Les pressions haussières sur les prix internationaux se sont renforcées récemment. Les conditions financières mondiales se sont resserrées, et les grandes banques centrales estiment que le maintien de l'orientation restrictive de politique monétaire,

dans la période à venir, pourrait s'avérer nécessaire pour accélérer le processus de convergence de l'inflation à leurs cibles.

Sur le plan national, les dernières informations sur l'activité font état d'un ralentissement de la croissance économique qui s'est établie à 0,6% en glissement annuel (G.A.), au deuxième trimestre 2023, après 1,9% le trimestre précédent. Cette évolution porte la marque de la forte régression de la valeur ajoutée du secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche qui a été fortement affecté par le stress hydrique et qui a eu une contribution négative à la croissance économique. Par ailleurs, les activités orientées vers le marché extérieur sont restées relativement dynamiques, soutenant ainsi l'activité économique et contribuant à la consolidation de la balance des paiements.

S'agissant du secteur extérieur, le Conseil note la poursuite de la contraction du déficit courant qui s'est établi à -2.814 MDT (ou -1,8% du PIB), à fin juillet 2023, contre -7.793 MDT (ou -5,4% du PIB) une année auparavant, soutenue par la baisse du solde commercial, la consolidation des recettes touristiques et la bonne tenue des revenus de travail. Malgré un accès relativement limité

aux ressources de financement extérieures pour le financement du budget de l'Etat, le stock des réserves de change s'est affermi pour atteindre 26,6 milliards de dinars, au 5 septembre 2023 (ou 117 jours d'importations) contre 22,9 milliards de dinars à fin 2022, à la faveur notamment, de la performance des secteurs pourvoyeurs de devises.

Le Conseil a pris connaissance des nouveaux chiffres des prix à la consommation qui font état d'une reprise de l'inflation après cinq mois de baisses consécutives pour s'établir à 9,3% en G.A au mois d'août 2023, après 9,1% le mois précédent et contre 8,6% une année auparavant.

Ce mouvement haussier a été porté par l'envolée des prix des produits alimentaires frais, en particulier, dont le rythme de progression s'est fortement ressenti de la détérioration de l'offre due, notamment, au stress hydrique persistant laquelle s'est conjuguée à une forte demande occasionnée par la haute saison touristique.

»Le déficit courant de la Tunisie a continué de se contracter, renforçant les réserves de change.»

En revanche, la principale mesure de l'inflation sous-jacente « hors produits alimentaires frais

et produits à prix administrés » a poursuivi sa décélération amorcée depuis le mois de mai 2023 pour s'établir à 8,9% en août 2023 contre 9% un mois auparavant.

»Bien que l'inflation ait repris à 9,3% en août 2023, le Conseil prévoit une détente progressive dans les mois à venir.»

Les perspectives de l'inflation laissent entrevoir une poursuite de la détente graduelle, au cours des mois à venir, mais les risques entourant la trajectoire future de l'inflation sont significativement orientés vers la hausse.

Le Conseil considère que la persistance de l'inflation à des niveaux élevés, sur une période prolongée, est une source de préoccupation et qu'il se tient prêt à réagir en cas de matérialisation des risques inflationnistes au cours de la période à venir.

Le Conseil estime que le niveau actuel du taux directeur soutiendrait une décélération continue de l'inflation dans la période à venir. Il décide de maintenir le taux directeur de la Banque Centrale de Tunisie inchangé à 8%.



Tunisie-Turquie

Révision de l'accord de libre-échange pour équilibrer la balance commerciale

Le ministère du Commerce et du développement des exportations œuvre à la révision des dispositions de l'accord de libre-échange avec la Turquie afin de d'alléger le déficit de la balance commerciale avec ce pays.

Le ministère envisage dans ce cadre, d'élargir la liste des produits exclus du régime privilégié, notamment, les produits similaires fabriqués sur le marché local et les industries

qui affrontent des difficultés à cause de l'intensification des importations turques. Le ministère rappelle, dans un document rendu public ce week-end, que d'autres mesures de défense commerciale sont activées à la demande de l'industrie nationale affectée par des pratiques déloyales à l'importation ou par des importations massives, outre la défense des exportations qui vise à affronter la tendance protectionniste croissante prise par de nombreux pays.

Rationalisation des importations

Il s'agit entre autres d'imposer des taxes protectionnistes pour fournir des ressources supplémentaires au trésor public et de mettre en place une plateforme d'enregistrement des exportateurs étrangers autorisés à exporter leurs produits vers le marché tunisien, et ce, en coordination avec les structures concernées. Pour certains produits, des conditions techniques et des frais

d'inscription seront imposés aux exportateurs souhaitant accéder au marché tunisien, selon la même source.

Révision de l'accord de libre-échange pour réduire le déficit commercial avec la Turquie

Afin de lutter contre le phénomène d'importation anarchique, le ministère a également, rappelé qu'un système de contrôle préalable à l'importation des produits de consommation a été mis en oeuvre outre le contrôle des demandes de domiciliation de titre de Commerce Extérieur pour l'importation de ces produits. Il a fait savoir que le contrôle de l'origine des produits a été renforcé pour lutter contre la manipulation de l'origine pratiquée par certains exportateurs pour bénéficier du régime privilégié, outre la lutte contre les fausses déclarations de valeur des marchandises pour favoriser la mobilisation de ressources.

Développement des exportations

S'agissant du développement des exportations, la même source a fait savoir que le taux d'avancement de la numérisation des procédures du commerce extérieur a atteint plus de 50%. Cette numérisation engagée

avec les structures intervenantes, comprend 70 procédures bancaires et douanières, de transport et de contrôle technique à l'exportation et à l'importation. Ces procédures digitalisées devraient être généralisées dans tous les ports et une unité de gestion par objectifs pour la numérisation et la simplification des mesures de commerce extérieur est en cours de création.

Taxes protectionnistes et contrôle préalable à l'importation pour lutter contre les importations anarchiques

Il s'agit en outre, de moderniser le service " SOS EXPORT " qui vise à assurer le traitement des problèmes enregistrés par les opérateurs économiques, notamment, les exportateurs, et à identifier des solutions appropriées dans les meilleurs délais. Sur un autre plan, le ministère du commerce fait savoir que les préparatifs de la deuxième réunion du Conseil Supérieur de l'exportation sont en cours et que les travaux seront axés sur le marché africain et les questions liées à la formation et à la logistique.

Les résultats des échanges commerciaux de la Tunisie avec

l'extérieur aux prix courants, durant les sept premiers mois de l'année 2023, montrent que les exportations ont augmenté de 11,1% contre +23,1% durant la même période en 2022.

Elles ont atteint le niveau de 36151,1 MD contre 32529,1 MD durant les sept premiers mois de l'année 2022. L'INS a expliqué la hausse observée au niveau des exportations par l'augmentation enregistrée dans plusieurs secteurs particulièrement les industries agro-alimentaires, où l'augmentation a atteint 13,6% et 13,3% pour les textiles, habillement et cuirs de 13,3% et contre 19,4% pour les industries mécaniques et électriques de 19,4%.

En revanche les exportations du

Les exportations tunisiennes augmentent, notamment dans les industries agro-alimentaires et textiles

secteur de l'énergie ont baissé de 28,8% et celles des mines, phosphates et dérivés de 5,4%. Les exportations tunisiennes vers l'Union Européenne (71,4% du total des exportations) ont augmenté de 15,7%.



Sondage sur l'investissement en Tunisie

Les chefs d'entreprises pessimistes pour le 2ème semestre 2023

Au cours du 2ème semestre 2023, le solde d'opinion des chefs d'entreprises tunisiennes concernant l'évolution des investissements a baissé, alors que leurs opinions sur le développement de l'investissement au cours du 1er semestre 2023 sont demeurées stables, a fait ressortir le sondage semestriel sur l'investissement, publié lundi par l'Institut national de la statistique (INS). Ce sondage, réalisé au mois de mai 2023, a ciblé 1000 entreprises spécialisées dans les industries

manufacturières.

L'analyse de l'INS a montré que le solde d'opinion sur l'évolution de l'investissement dans le secteur industriel demeure en dessous des niveaux enregistrés durant les années 2002-2019.

Durant le 1er semestre 2023, le solde d'opinion sur le développement de l'investissement global a frôlé les 16% contre 15% au cours du 2ème semestre 2022.

Les industries du textile et du cuir montrent une amélioration significative avec un solde d'opinion de 22%

Le solde d'opinion dans les industries du textile -habillement et du cuir a enregistré une évolution positive en matière d'investissement, passant de 10% au cours du 2ème semestre 2022, à 22% durant le 1er semestre de 2023.

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises dans les industries



chimiques s'est amélioré passant de 16% au cours de 2eme semestre 2022 à 20% au cours du 1er semestre 2023, alors que le solde d'opinion dans le secteur de la construction, de la céramique et du verre a marqué une amélioration pour atteindre 16%.

Dans divers secteurs, le solde d'opinion des investisseurs a baissé au cours du 1er semestre de 2023, passant de 32% au cours du 2eme semestre 2022 à 3% au cours du 1er semestre 2023.

S'agissant du secteur des industries agroalimentaires et celles mécaniques et électriques, le solde d'opinion demeure stable, selon la même source.

Sondage INS : Les perspectives de développement de l'investissement au 2ème semestre varient selon les secteurs

Les résultats du sondage relatif au 2eme semestre 2023 ont fait ressortir une baisse du solde d'opinion des entreprises sur l'évolution attendue de l'investissement durant le 2eme semestre de 2023, pour passer de 13% au cours du 1er semestre 2023 à 9%.

Une baisse à 5% du taux d'opinion positif est constatée en ce qui concerne le développement de

l'investissement au cours du 2eme semestre de 2023 dans le secteur des matériaux de construction, de la céramique et du verre.

Pour ce qui est des industries chimiques, le taux d'opinion positif est passé de 22% à 0%, en plus de celui dans les industries mécaniques et électriques, lequel est passé de 41% à 21%. Des investisseurs dans le secteur du textile -habillement se sont montrés optimistes en matière de développement de l'investissement au cours du 2eme semestre 2023, avec un solde d'opinion de 18% contre 14%.

Les investisseurs dans le textile-habillement sont optimistes avec un solde d'opinion de 18% pour le 2ème semestre

De même, les investisseurs prévoient une évolution de 6% du secteur des industries agroalimentaires, après avoir enregistré un solde d'opinion négatif de 10%. Le sondage semestriel sur l'investissement vise une évaluation de l'évolution de l'investissement actuel du secteur industriel au cours du 1er semestre 2023, qui précède le sondage et l'évaluation des perspectives de développement de l'investissement au cours du 2eme semestre 2023, selon les prévisions des industriels

120 milliards de dinars

L'encours de la dette publique a atteint 119,8 milliards de dinars, à fin juin 2023, dont les dettes extérieures représentent 57,1% (68,3 milliards de dinars), alors que les dettes intérieures représentent 42,9% (soit 51,4 milliards de dinars), d'après des données publiées récemment, par le ministère de Finances.

La dette extérieure est contractée principalement, dans le cadre d'accords de coopération multilatérale (60,3%), et à un niveau moins important auprès du marché financier (20,6%) et via des accords de coopération bilatérale (18,4%).

A préciser que 59,7% de ces emprunts ont été octroyés en euro, 25,7% en dollar, et 7,8% en yen. En ce qui concerne le service de la dette publique, il a régressé de 6%, passant de 8 milliards de dinars à fin juin 2022, à 7,5 milliards de dinars, en juin 2023.

Cette baisse est expliquée par la diminution à la fois des dettes extérieures et des dettes intérieures, respectivement de - 7,1%, (à 2,7 milliards de dinars) et de -5,4% (à 4,7 milliards de dinars).



Déséquilibre dans le financement des secteurs

Priorité aux risques limités

Les crédits accordés au secteur agricole sont estimés, à fin juin 2023, à 3.755,4 millions de dinars (MD), soit 4,4% du total des crédits accordés aux secteurs économiques du pays (84.639,6 MD), selon le dernier bulletin des statistiques financières de l'institut d'émission.

Ces données illustrent l'importance accordée par les autorités pour soutenir le secteur agricole en étant un garant de la souveraineté alimentaire, et ce malgré plusieurs facteurs dont le manque de financement des banques et la hausse du taux d'intérêt qui entravent le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage du bétail d'avoir les financements nécessaires pour réussir leurs activités.

La même source a montré que le premier secteur qui bénéficia des crédits bancaires, est celui des industries extractives (27.137,1 MD) suivi du secteur du Commerce, du secteur automobile et motocycle (22.874,8 MD) et de l'immobilier (5.134 MD).

🗨️ **Les obstacles financiers, dont le manque de financement, entravent l'agriculture malgré le soutien gouvernemental**

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration bénéficie d'emprunts importants dont le montant s'élève à 4.421,9 MD.

Le bulletin des statistiques

financiers de la BCT dévoile la présence d'un déséquilibre au niveau du financement des secteurs économiques et les banques préfèrent s'orienter vers les secteurs à risque limité.

A fin juin 2023, 61% des

🗨️ **Les banques se tournent vers les secteurs à risque limité pour les prêts**

crédits octroyés aux secteurs économiques sont des crédits à court terme (d'une valeur de 51.284,9 MD), étant donné que les établissements financiers préfèrent répondre aux besoins des entreprises opérant dans l'activité d'exploitation au détriment de l'investissement qui nécessite des crédits à moyen et long terme.



BCT

Les recettes du tourisme et les transferts des TRE couvrent à 164% le service de la dette extérieure

Les recettes du tourisme et les transferts des Tunisiens résidents à l'étranger (TRE) couvrent à 164% le service de la dette extérieure, selon les indicateurs monétaires et financiers quotidiens publiés, jeudi, par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Les recettes touristiques ont atteint, au 31 août 2023, 5165,5 millions de dinars (MD) contre 3508 MD, à la même date de l'année écoulée, enregistrant, ainsi, une progression remarquable de 1656,7MD.

De même, les transferts des TRE ont progressé d'environ 248,9

MD passant de 4871,2 MD, à fin août 2022 à 5121,1 MD, à fin août 2023.

L'institut d'émission a fait savoir, à ce propos, que les recettes du tourisme et les transferts des TRE (10285 MD) ont permis de couvrir les services de la dette extérieure cumulés dont la valeur est estimée à 6289,5 MD.

En revanche, les services de la dette extérieure ont enregistré une hausse d'environ 503,1 MD et l'amélioration des indicateurs du secteur extérieur généralement a permis d'accroître les réserves en devises atteignant, le 6 septembre 2023, 116 jours

d'importation contre 113 jours à la même date de l'année écoulée, soit l'équivalent de 26.291,4 MD. A cet égard, la monnaie locale s'est appréciée face au dollar de 3,4% sachant que le taux de change d'un dollar est actuellement estimé à 3,12 dinars.

Plusieurs facteurs dont la maîtrise du budget et de déficit de la balance des paiements d'une part et l'amélioration des recettes touristiques et les transferts des TRE d'autre part ont abouti à l'amélioration du secteur extérieur de la Tunisie.



Marchés Clés

Croissance des exportations textiles vers l'Allemagne et l'Italie

La balance commerciale du secteur Textile-Habillement a enregistré une amélioration de 16 points, pour les 7 mois de l'année 2023 par rapport à la même période de 2022, passant de 116,9%, à 132,8%, d'après le dernier numéro de la lettre économique du Centre Technique du Textile (CETTEX).

La valeur des exportations du secteur a augmenté de 11,69% jusqu'à fin juillet 2023, par rapport à la même période de 2022, pour s'établir à 5 900,57 millions de dinars (MD). En euro, ces exportations ont cru de 9,3% à 1769,92 millions d'euros.

En volume, les exportations du secteur ont toutefois, reculé de 4,44%, à 99 444,94 tonnes. Quant aux importations du secteur Textile-Habillement, elles ont marqué, au cours de la même période, un repli de 1,73% en dinar, baissant à 4 442,45 MD et de 5,52% en volume à 216 910,78 tonnes.

Pour la filière habillement, les exportations des vêtements en chaîne et trame ont évolué de 8,27% en dinar, tandis que les ventes à l'étranger de vêtements en maille ont progressé de 28,53% en dinar.

L'analyse par marché des exportations des vêtements en chaîne et trame a révélé une croissance en valeur et en poids sur les principaux marchés à savoir l'Allemagne (+15,57% en D) et l'Italie (+25,25% en D), sauf pour la France qui enregistre seulement une croissance en valeur (+8,07%).

Les exportations des vêtements en maille ont évolué vers l'Italie (+35,45% en D), la France (+11,64% en D), l'Irlande (+144,12% en D) et l'Allemagne (+33,87 % en D).

S'agissant des exportations de la filière textile, elles ont marqué une hausse de 2,37% en D. Pour ce qui est des "Tissus" et "Revêtements & Tapis", ils comptent parmi les produits qui ont enregistré des baisses au niveau des exportations, respectivement de 23,98% et de 78,87% en D.

En valeur, les exportations textiles ont reculé pour la France (-1,28%), et progressé vers l'Italie (+16,46%).

Concernant les importations Textile-Habillement, réalisées sous le régime suspensif (RS), les importations de fibres ont régressé de 19,25% en D. Les importations d'Italie, premier fournisseur de la Tunisie en fibres, ont baissé de 2,10% en D. La Chine, second fournisseur, a marqué une hausse de 74,42% en D.

L'analyse des importations Textile-Habillement, destinées au marché local (mise à la consommation) et réalisées hors régime suspensif (HRS) a fait ressortir une baisse des importations de fibres de 43,04% en D.

Les importations de vêtements ont régressé de 16,52% en D. Plus de 26% de ces importations proviennent de Turquie.



Tunisie

La consommation d'eau en bouteille explose, mais la qualité de l'eau potable inquiète

"Alors que l'Etat peine à garantir le droit à une eau potable de qualité et en quantité suffisante, le secteur des eaux minérales connaît une prospérité remarquable", affirme le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux (FTDES).

Dans un rapport intitulé " Une politique improvisée pour arrêter la surexploitation des eaux: des licences sont accordées aux

entreprises de mise en bouteille d'eau et refusées aux agriculteurs ", le forum précise que les ventes d'eau en bouteille ont connu une croissance significative, passant de 879 millions de litres en 2010 à 3 275 millions de litres en 2022. Cela représente la vente de 676 millions de bouteilles par an, et place la Tunisie au 4ème rang mondial en termes de consommation d'eau minérale, au 10ème rang dans le monde arabe selon le site "World Pollution

Review", cité dans ce rapport.

Toutefois, la Tunisie occupe le 75ème rang mondial en termes de qualité de l'eau. En même temps, 20% des citoyens tunisiens sont menacés par la pollution de l'eau, d'après la même source.

Pour rappel, la première unité de production d'eau minérale en bouteille a été créée en 1963 à Nabeul. Aujourd'hui, le nombre de ces unités s'élève à 30, réparties dans 13 gouvernorats du pays dont 6 à Kairouan, 5 à Zaghouan, 4 à Siliana et 3 à Sidi Bouzid.

Le forum estime à cet égard, que " parallèlement à la croissance rapide du nombre d'entreprises d'embouteillage d'eau, les services (publics dans

ce domaine) ont connu une détérioration considérable, en particulier en ce qui concerne la qualité de l'eau potable distribuée par la SONEDE ".

En effet, des échantillons prélevés ont révélé que ces eaux ne sont pas conformes aux normes, notamment en ce qui concerne leur composition bactériologique, passant de 9,9% en 2019 à 10,1% en 2020.

La médiocrité de la qualité de l'eau en Tunisie et la crainte de la contamination ont poussé les Tunisiens à recourir aux eaux embouteillées, au point que la consommation moyenne d'eau en bouteille par personne a atteint 227 litres par an.

Le FTDES affirme en outre, que l'Etat prône l'économie de l'eau,

mais il collabore, en même temps, au gaspillage de ces ressources hydriques, en accordant des autorisations aux investisseurs du secteur de l'eau.

" Cette contradiction met en danger le droit de tous les citoyens à l'eau, tel que stipulé dans la constitution tunisienne ", selon lui.

Le Forum estime aussi, que " le désengagement de l'Etat, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'eau potable fournie par la SONEDE, ainsi que l'octroi d'autorisations aux investisseurs du secteur des eaux conditionnées, ont exacerbé la crise de l'injustice hydrique en Tunisie " et porté préjudice au budget des ménages.





HORS-SÉRIE

RETRAITE

En Tunisie





L'énergie en Tunisie

Analyse de l'importation d'électricité et de la production de pétrole et de gaz

La Tunisie a importé 12% de ses besoins en électricité, en 2022, a révélé une étude menée par l'Ordre des ingénieurs tunisiens (OIT) sur "La politique de l'énergie en Tunisie et son rôle en matière de développement".

Les résultats de cette étude ont été présentés, samedi, à l'occasion d'un débat sur le secteur de l'énergie en Tunisie. Ils ont montré que le déficit en énergie continue d'augmenter pour atteindre plus de 60% du déficit commercial, face à une régression importante du rythme de production en 2022. En effet,

la production nationale de pétrole brut a chuté de 12% et de gaz naturel de 7%, comparé à l'année 2021.

L'étude a, également, montré une progression de la consommation en 2022 où la demande d'énergie primaire a augmenté de 2%, celle d'électricité de 5% et des produits pétroliers de 0,8%.

Quant à la demande de gaz naturel, elle a baissé de 4% par rapport à l'année 2021, en raison de la hausse considérable enregistrée dans l'importation de l'électricité.

Entamé depuis six mois environ, l'étude a, par ailleurs, révélé une très faible contribution des énergies renouvelables dans le système énergétique actuel.

La stratégie énergétique en Tunisie devrait, selon la même étude, être axée sur deux points principaux : renforcer l'efficacité énergétique et développer les sources d'énergie renouvelable en abaissant la demande d'énergie de 30% à l'horizon de 2030. L'objectif étant d'augmenter à 30% la contribution de l'énergie renouvelable dans la production d'électricité en 2030.



Tunisie Telecom obtient le statut d'opérateur économique agréé, une première en Tunisie

Tunisie Telecom a obtenu le statut de l'opérateur économique agréé et devient ainsi le 1er opérateur des télécommunications en Tunisie à obtenir ce statut.

En effet, La Douane Tunisienne a attribué, le samedi 9 septembre 2023, le statut d'opérateur agréé à Tunisie Telecom lors d'une cérémonie organisée à son siège. Et, c'est à la suite d'un long processus et de plusieurs

entretiens et visites aux locaux de Tunisie Telecom pour le contrôle des procédures et normes adoptées, que les services de la Douane ont accordé à Tunisie Telecom ce statut.

Fier, le Président Directeur-Général de Tunisie Telecom M. Lassâad Ben Dhiab a souligné : « ce statut certifie la confiance de la Douane Tunisienne envers Tunisie Telecom. Les avantages de ce statut permettront à

Tunisie Telecom de renforcer sa compétitivité et d'ajouter plus de sécurité au climat des affaires avec les différents partenaires à l'échelle internationale. Tunisie Telecom est un opérateur national avec une dimension internationale, et ce nouveau statut ne manquera pas de soutenir la nouvelle dynamique de déploiement de Tunisie Telecom, conforme à ses ambitions de leadership national et régional. »



Assurances BIAT, partenaire de la 7ème édition de l'événement Ultra Mirage El Djérid

Assurances BIAT a annoncé aujourd'hui le renouvellement de son soutien à Ultra Marathon Tunisie, association organisatrice de l'événement annuel Ultra Mirage El Djérid prévu le 30 septembre 2023 à Tozeur.

Se déroulant pour la 7e année consécutive au départ de Ong Jmel aux portes du désert, Ultra Mirage El Djérid est une course extrême en plein air sur deux

distances (50 et 100 km) avec une portée tout d'abord sportive mais également touristique puisqu'elle contribue, d'une part à mieux faire connaître le produit saharien et, d'autre part, à attirer des concurrents de nombreux pays étrangers tout en participant à créer une dynamique économique dans le gouvernorat de Tozeur.

« Nous sommes fiers de continuer à soutenir cet événement devenu

majeur grâce à des partenaires dévoués et passionnés » a déclaré M. Mehdi Masmoudi, Directeur Général d'Assurances BIAT. « Chaque année, Ultra Mirage nous fait vivre une expérience humaine inspirante à travers les coureurs et les bénévoles qui nous transmettent des valeurs aussi nobles que le partage, le courage et l'amour de l'effort auxquelles nous adhérons au sein d'Assurances BIAT et qui sont indispensables dans notre

métier » a-t-il également déclaré. De son côté, M. Amir Ben Gacem, organisateur d'Ultra Mirage El Djérid, a indiqué qu'il s'agissait d'un événement marquant l'ouverture de la saison touristique dans la région de Tozeur. « Le succès d'Ultra Mirage repose d'abord sur le soutien indéfectible d'un partenaire comme Assurances BIAT qui est à nos côtés depuis la première édition, mais également sur la collaboration très étroite que nous entretenons avec l'ONTT et surtout les autorités locales ».

295 participants seront sur la ligne de départ de l'édition 2023 dont près de 30% de femmes. Parmi eux, 55% de Tunisiens et 45% de participants étrangers. En détail, on comptera une vingtaine de nationalités avec un gros contingent de Français, mais aussi des Allemands, Britanniques, Suisses, Portugais, Polonais... Côté participation arabe, les Algériens seront présents en force, aux côtés de coureurs venus du Maroc, de Jordanie ou encore du Qatar. De même que des concurrents feront le voyage du Canada.

« Pour de nombreux coureurs, Ultra Mirage est devenu un véritable pèlerinage » souligne l'organisateur, indiquant que les revenants sont nombreux, preuve de la pleine réussite de leurs participations passées et

de la communication qu'elles ont engendrée.

Commentant la maturité aujourd'hui atteinte par la course, M. Mehdi Masmoudi a estimé que cette évolution est allée de pair avec la croissance et la transformation stratégique d'Assurances BIAT ces dernières années.

Dans le cadre de la promotion d'Ultra Mirage, Assurances BIAT va, cette année encore, parrainer une équipe de 10 coureurs sous les couleurs de l'entreprise afin de soutenir les participants locaux et contribuer à la démocratisation de l'Ultra Trail.

Ultra Mirage est également un événement qui se veut engagé en faveur du tourisme durable. A ce titre, il est l'un des premiers signataires de la convention de Courmayeur pour des « événements sportifs propres ». Cela concerne notamment l'interdiction faite aux coureurs de rejeter dans la nature quelque déchet que ce soit et notamment les bouteilles en plastique lesquelles font l'objet durant la course d'une collecte pour ensuite les destiner au recyclage avec des partenaires adhérents aux principes de respect de l'environnement.

L'événement prône également l'inclusivité puisqu'il fait appel aux producteurs et artisans locaux

pour se fournir en différents produits.

Un programme de plantation de 1500 arbres a par ailleurs été engagé dans la région aux côtés d'une association spécialisée.

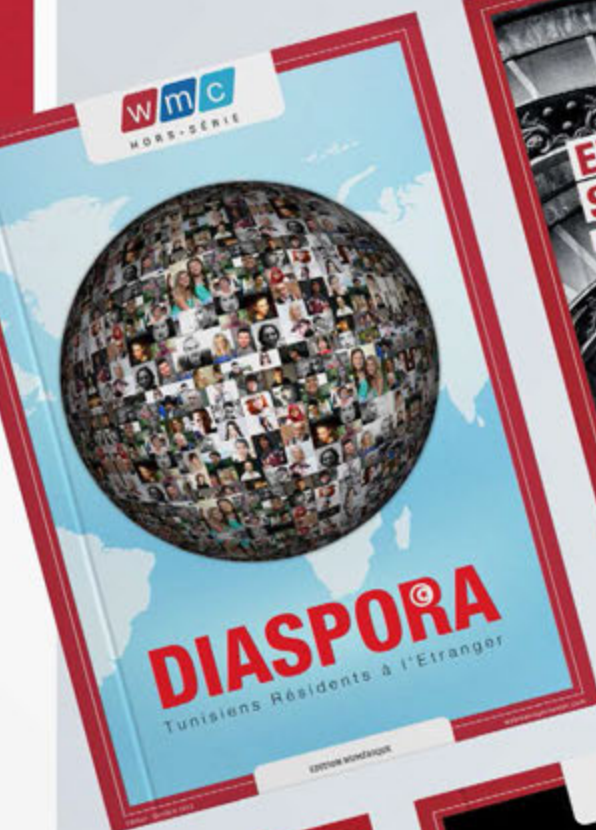
A propos d'Assurances BIAT :

Filiale de la BIAT (Banque Internationale Arabe de Tunisie), la première banque du pays, Assurances BIAT, créée en 2002, bénéficie des synergies avec sa maison mère et les différentes filiales financières de celle-ci. Forte du savoir-faire et de la compétence de ses équipes, Assurances BIAT entend jouer un rôle de premier plan sur le marché de l'assurance et se positionne parmi les leaders de la bancassurance en Tunisie.

Assurances BIAT accompagne ses clients particuliers, professionnels et entreprises à chaque étape de leur vie et de leur développement en leur offrant des solutions adaptées à leurs besoins et des prestations de qualité. La compagnie met à leur disposition une offre complète de produits et de services d'assurances vie, de prévoyance, de santé et d'assurances dommages. Assurances BIAT s'engage à maintenir un service d'excellence et à construire une relation de confiance et dans la durée avec chaque client.

DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



+ de 30.000
exemplaires
par édition

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

11/09/2023

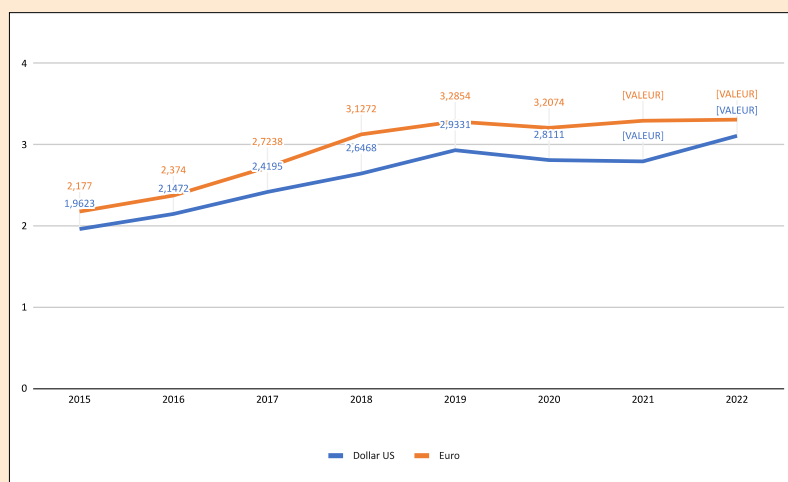
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2283
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,3058
DOLLAR DES USA	USD	1	3,1339
LIVRE STERLING	GPB	1	3,9284
YEN JAPONAIS	JPY	1000	21,4189
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,0928
FRANC SUISSE	CHF	10	35,1692
EURO	EUR	1	3,3656
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6456
Yuan Chinois	CNY	1	0,4299

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1752	3,4199
6 MOIS	3,2109	3,4762

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2022



8,00%
TMM
12/09/2023

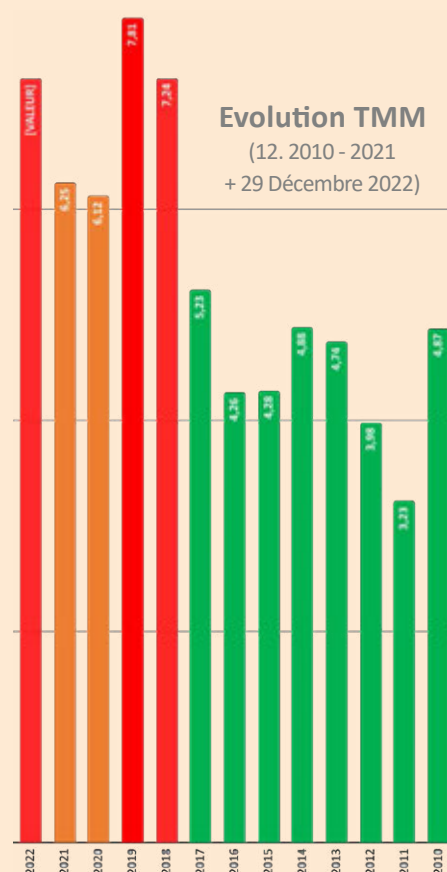
8,00%
TID
12/09/2023

8,00%
TMM
Aout 2022

7,00%
TRE
Juillet 2023

26,678
Milliard
Avoirs en devise
12/09/2023

117
Jours
d'importations
12/09/2023





Semaine Boursière

Le Tunindex affiche un gain de 0,3% malgré la mauvaise orientation de la majorité des indices sectoriels

Le Tunindex s'est bien défendu au cours de cette semaine boursière, du 4 au 8 septembre 2023, malgré la mauvaise orientation de la majorité des indices sectoriels, affichant un gain de 0,3% à 8968,8 points et portant sa performance annuelle à +10,6%, selon l'analyse de l'intermédiaire de Bourse, " Tunisie Valeurs ".

Les volumes demeurent faibles sur la cote, nonobstant la réalisation d'une transaction de bloc, portant sur le titre SFBT et totalisant 3,1MD. Sur l'ensemble de la semaine boursière, une enveloppe de 16,1MD a été

transigée sur le marché.

Analyse des valeurs

Le titre Tunisie Leasing et Factoring s'est offert la meilleure performance de la semaine. L'action de la compagnie de leasing s'est bonifiée de 6,4% à 11,820D, dans un flux de 98 mille dinars.

SFBT a été la valeur vedette de la semaine. L'action de la brasserie a affiché une hausse de 5,2% à 14,400D faisant savoir que le titre SFBT a alimenté le marché avec des capitaux de 6,1MD, soit 38% du flux de la semaine.

SERVICOM a figuré parmi les plus grands perdants de la semaine. L'action a reculé de 8% à 0,230D, dans un volume anémique de 9 mille dinars. Rappelons que la société n'a pas encore publié ses états financiers relatifs à l'exercice 2022, alors que les délais réglementaires ont été largement dépassés.

Le titre Euro-Cycles s'est, également, mal comporté sur la semaine. L'action a régressé de 4,9% à 13,300D notant que les échanges sur le titre ont atteint 632 mille dinars sur la semaine.



Investissement en Tunisie

Guide complet sur les Fonds d'Investissement Spécialisés

Le Conseil du Marché Financier (CMF) a annoncé début septembre courant, la parution d'un guide dédié aux Fonds d'Investissement Spécialisés (FIS).

Ce guide s'adresse tout particulièrement "aux professionnels évoluant dans le secteur du capital investissement, mais il est également destiné à toute personne désireuse de mieux appréhender les FIS".

"L'introduction des Fonds d'Investissement Spécialisés

(FIS) en tant qu'instruments de capital investissement remonte à 2019. Malgré cette introduction, le nombre d'agrément de FIS jusqu'en 2023 demeure très limitée, se chiffrant à seulement quatre FIS.

Dans une approche proactive visant à encadrer les participants du marché, le CMF cherche à clarifier le fonctionnement et les spécificités des FIS en accord avec les exigences légales. L'objectif étant de stimuler leur développement et d'exploiter pleinement leur

potentiel en fournissant une explication en profondeur de leur fonctionnement".

Actuellement, "les FIS sont principalement centrés sur le soutien aux startups et aux entreprises émergentes. Toutefois, il est important de noter que l'utilisation des FIS dans d'autres domaines et secteurs reste une possibilité envisageable".

Les entités visées par ce guide sont les sociétés de gestion des portefeuilles de valeurs



mobilières pour le compte de tiers, spécialisées dans le capital investissement, les banques dépositaires qui assurent la garde des actifs des FIS, les prestataires externes en charge de la gestion comptable et/ou administrative des FIS, les responsables du contrôle de la conformité et du contrôle interne au sein des sociétés de gestion. En général, le guide cible toute personne impliquée dans la rédaction de la documentation juridique des FIS.

Les FIS sont dédiés exclusivement aux investisseurs avertis, tels que définis par le décret n°2012-2945 du 27 novembre 2012, ainsi qu'aux dirigeants, salariés ou personnes physiques, agissant pour le compte de la société de gestion desdits fonds et la société de gestion elle-même.

Ils interviennent "au moyen de la souscription ou de l'acquisition, d'actions ordinaires ou à dividende prioritaire sans droit de vote, de certificats d'investissement et au moyen de l'acquisition ou de la souscription de parts sociales".

Ces fonds peuvent intervenir également "au moyen de la souscription ou de l'acquisition de titres participatifs, d'obligations convertibles en actions ou en accordant des avances sous forme de compte courant associés et d'une manière générale de toutes les autres catégories assimilées à des

fonds propres conformément à la législation et la réglementation en vigueur".

Ils ont la possibilité d'investir dans des sociétés établies en Tunisie qu'elles soient cotées ou non à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT), sans aucune restriction quant au secteur d'activité. Enfin, ces fonds ont également la possibilité d'investir en dehors du territoire tunisien l'équivalent des souscriptions réalisées en devises.

"Le guide en question représente une ressource dynamique qui évolue en permanence Dans un souci d'amélioration continue, le CMF appelle les divers intervenants du secteur du capital investissement à poser leurs interrogations et à partager leurs avis et suggestions.

Cette démarche collaborative vise à enrichir constamment le guide et à le maintenir à jour, de manière à mieux répondre aux besoins changeants de la communauté concernée et à favoriser un environnement d'investissement informé et performant".

Pour accéder à ce guide, les chefs d'entreprises intéressés peuvent consulter le site web officiel du CMF, en utilisant le lien suivant : Guide relatif aux FIS.

Avoirs en devises

Les avoirs en devises ont augmenté de près de 10%, pour dépasser les 26,5 milliards de dinars, à la date du 5 septembre courant, soit l'équivalent de 117 jours d'importation, d'après les données statistiques publiées, mardi, par la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

A la même date en 2022, les réserves en devises se montaient à 24,2 milliards de dinars (114 jours d'importation).

L'institut d'émission a fait savoir à ce propos, que les recettes touristiques ont enregistré une hausse de 47%, durant les huit premiers mois de 2023, passant de 3,5 milliards de dinars, à fin août 2022, à 5,1 milliards de dinars, actuellement.

Même constat, pour les revenus du travail cumulés qui se sont établis au niveau de 5,1 milliards de dinars (+5% par rapport à fin août 2022). Les services de la dette ont augmenté, également, de 8,7%, pour atteindre près de 6,3 milliards de dinars, contre 5,8 milliards de dinars, une année auparavant.

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		08/09/2022	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2021	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								13 159,346
BANQUES								11 021,860
Amen Bank	5	26 481 000	26,200	39,390	39,540	0,38%	50,92%	1 047,059
ATB	1	100 000 000	2,890	3,400	3,380	-0,59%	16,96%	338,000
BH Bank	5	47 600 000	13,560	12,800	12,350	-3,52%	-8,92%	587,860
BIAT	5	35 700 000	88,000	93,000	93,450	0,48%	6,19%	3 336,165
BNA	5	64 000 000	8,790	7,640	7,670	0,39%	-12,74%	490,880
Banque de Tunisie	1	225 000 000	5,180	5,320	5,270	-0,94%	1,74%	1 185,750
BTE (ADP)	20	1 000 000	6,350	4,880	4,900	0,41%	-22,83%	4,900
STB	5	155 375 000	3,800	3,710	3,690	-0,54%	-2,89%	573,334
Attijari Bank	5	40 741 997	37,000	46,350	45,900	-0,97%	24,05%	1 870,058
UBCI	5	20 001 529	22,000	23,000	23,000	0,00%	4,55%	460,035
UIB	5	32 560 000	24,000	27,200	27,000	-0,74%	12,50%	879,120
Wifack Bank	5	30 000 000	7,400	8,000	8,290	3,62%	12,03%	248,700
ASSURANCES								1 325,806
ASTREE	5	6 000 000	52,000	47,400	47,400	0,00%	-8,85%	284,400
BH Assurances	5	2 660 000	50,000	48,750	48,750	0,00%	-2,50%	129,675
STAR	10	2 307 693	154,000	174,900	174,900	0,00%	13,57%	403,616
Tunis RE	5	20 000 000	6,990	6,400	6,300	-1,56%	-9,87%	126,000
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	56,000	56,070	56,070	0,00%	0,13%	252,315
MAGHREBIA Vie	1	20 000 000	6,200	6,500	6,490	-0,15%	4,68%	129,800
LEASING								535,531
ATL	1	32 500 000	3,000	3,850	3,850	0,00%	28,33%	125,125
BH Leasing	5	7 000 000	2,050	2,900	2,800	-3,45%	36,59%	19,600
Best Lease	1	30 000 000	2,380	2,100	2,100	0,00%	-11,76%	63,000
CIL	5	5 000 000	19,500	19,890	20,010	0,60%	2,62%	100,050
Hannibal Lease	5	11 000 000	4,400	5,000	4,990	-0,20%	13,41%	54,890
Attijari Leasing	10	2 750 000	13,700	16,320	16,440	0,74%	20,00%	45,210
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	9,050	11,110	11,820	6,39%	30,61%	127,656
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								276,149
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	42,110	42,500	42,500	0,00%	0,93%	42,500
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	7,610	8,100	8,100	0,00%	6,44%	226,800
Tuninvest Sicar	1	966 000	8,430	7,090	7,090	0,00%	-15,90%	6,849
INDUSTRIES								9 749,077
HOLDING								1 776,746
OneTech Holding	1	53 600 000	7,050	8,500	8,700	2,35%	23,40%	466,320
Poulina GH	1	180 003 600	8,780	7,380	7,280	-1,36%	-17,08%	1 310,426
AGRO-ALIMENTAIRE								4 484,383
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	12,880	12,990	13,000	0,08%	0,93%	713,794
LAND'OR	1	11 226 376	6,160	5,910	6,000	1,52%	-2,60%	67,358
SFBT	1	247 500 000	13,490	13,690	14,400	5,19%	6,75%	3 564,000
SOPAT	1	37 861 250	1,440	2,050	1,960	-4,39%	36,11%	74,208
PHARMACEUTIQUE								260,240
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	4,110	5,200	5,200	0,00%	26,52%	9,360
UNIMED	1	32 000 000	7,120	7,650	7,840	2,48%	10,11%	250,880
COMPOSANTS AUTOMOBILE								40,807
ASSAD	1	12 000 000	1,090	0,900	0,890	-1,11%	-18,35%	10,680
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,400	0,550	0,510	-7,27%	27,50%	5,374
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,000	4,240	3,720	-12,26%	-7,00%	15,653

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		08/09/2022	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2021	Semaine précédente	De la semaine			
CIMENTIER								805,926
Carthage Cement	1	343 624 940	1,900	2,240	2,230	-0,45%	17,37%	766,284
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	1,750	0,930	0,900	-3,23%	-48,57%	39,643
CHIMIE								356,743
Air Liquide	25	1 637 504	88,000	86,480	86,000	-0,56%	-2,27%	140,825
ALKIMIA	10	1 947 253	35,530	32,300	30,000	-7,12%	-15,56%	58,418
ICF	10	2 100 000	90,050	75,690	75,000	-0,91%	-16,71%	157,500
INDUSTRIES DIVERSES								1 871,994
AMS	5	6 577 192	0,880	0,850	0,850	0,00%	-3,41%	5,591
Euro-Cycle	1	8 910 000	25,700	13,980	13,300	-4,86%	-48,25%	118,503
MPBS	2	10 334 430	4,750	4,600	4,400	-4,35%	-7,37%	45,471
New Body Line	1	4 250 400	4,980	5,200	5,190	-0,19%	4,22%	22,060
Office PLAST	1	11 440 931	1,530	1,090	1,050	-3,67%	-31,37%	12,013
SAH Lilas	1	65 345 762	9,100	8,600	8,590	-0,12%	-5,60%	561,320
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	2,800	3,770	3,700	-1,86%	32,14%	20,578
SIAME	1	15 444 000	3,830	3,720	3,920	5,38%	2,35%	60,540
SANIMED	1,109	12 400 000	1,710	1,890	1,890	0,00%	10,53%	23,436
SOMOCER	1	40 656 000	0,850	0,710	0,710	0,00%	-16,47%	28,866
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,400	2,330	2,330	0,00%	-31,47%	80,416
SOTUVER	1	33 215 325	8,700	12,650	12,690	0,32%	45,86%	421,502
SOTIPAPIER	1,09	27 941 666	6,680	5,970	5,800	-2,85%	-13,17%	162,062
SOTRAPIL	5	4 138 200	12,410	14,270	14,290	0,14%	15,15%	59,135
TPR	1	50 000 000	4,160	5,080	5,010	-1,38%	20,43%	250,500
IMMOBILIER								68,981
SIMPAR	5	1 100 000	35,000	35,000	35,000	0,00%	0,00%	38,500
SITS	1	15 600 000	1,860	1,410	1,410	0,00%	-24,19%	21,996
ESSOUKNA	1	5 050 500	2,000	1,740	1,680	-3,45%	-16,00%	8,485
TECHNOLOGIE								83,257
AETECH	1	2 223 334	0,820	0,420	0,400	-4,76%	-51,22%	0,889
TELNET Holding	1	12 130 800	7,680	6,900	6,790	-1,59%	-11,59%	82,368
SERVICES								1 398,680
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								846,271
ARTES	1	38 250 000	5,190	6,220	6,040	-2,89%	16,38%	231,030
CITY CARS	1	18 000 000	10,700	12,500	12,140	-2,88%	13,46%	218,520
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,540	11,000	11,240	2,18%	-10,37%	337,200
UADH	1	36 953 847	0,390	0,390	0,420	7,69%	7,69%	15,521
STA	1	2 000 000	24,670	22,390	22,000	-1,74%	-10,82%	44,000
AUTRES SERVICES								171,895
CELLCOM	1	4 461 532	3,400	2,190	2,180	-0,46%	-35,88%	9,726
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,290	0,430	0,410	-4,65%	41,38%	4,218
MIP	1	4 398 937	0,120	0,140	0,140	0,00%	16,67%	0,616
TUNISAIR	1	106 199 280	0,480	0,420	0,420	0,00%	-12,50%	44,604
SMART Tunisie	5	7 231 031	24,200	16,000	15,590	-2,56%	-35,58%	112,732
TELECOMMUNICATIONS								82,083
SERVICOM	1	11 874 000	0,210	0,240	0,230	-4,17%	9,52%	2,731
SOTETEL	5	4 636 800	2,940	4,210	4,070	-3,33%	38,44%	18,872
Tawasol GH	1	108 000 000	0,600	0,570	0,560	-1,75%	-6,67%	60,480
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								298,431
Sotumag	1	13 200 000	5,120	4,800	4,820	0,42%	-5,86%	63,624
Magasin General	1	11 481 250	10,960	10,920	10,920	0,00%	-0,36%	125,375
Monoprix	2	19 969 372	6,100	5,780	5,480	-5,19%	-10,16%	109,432
<i>(Données fournis à titre indicatif) source: BVMT</i>								24 307,103



Tunisie

Les prix de l'alimentation en hausse de 15,3%

Après cinq mois de baisse consécutifs, l'inflation est repartie à la hausse au mois d'août 2023 en s'inscrivant à

9,3%, contre 9,1% en juillet et 9,3% en juin ", a annoncé mardi, l'Institut National de la Statistique (INS).

Cette augmentation de l'inflation est due à l'accélération du rythme d'augmentation des prix entre août et juillet de cette année



Nomination

Nadia Dhouib a été nommée nouvelle directrice générale de Paco Rabanne, une marque de luxe parisienne, succédant ainsi à Bastien Daguzan. Nadia Dhouib apporte plus de quinze ans d'expérience aux Galeries Lafayette à ce poste clé. Elle travaillera sous la supervision de Vincent Thilloz, directeur des marques Paco Rabanne et Jean Paul Gaultier, toutes deux appartenant au groupe espagnol Puig, propriétaire de plusieurs marques de renom.

Originaire de Carthage, en Tunisie, Nadia Dhouib a commencé sa carrière après des études à l'Audencia Business School à Nantes, avec des expériences chez Accenture avant de rejoindre les Galeries Lafayette, où elle a occupé divers postes, y compris la direction d'un magasin emblématique sur les Champs-Élysées. Après son départ du groupe, elle a créé une société de conseil spécialisée dans la mode et le retail.

Dans son nouveau rôle chez Paco Rabanne, Nadia Dhouib aura pour mission de poursuivre le développement de la marque, qui a impulsé une croissance significative, renforcé la présence de la marque en Chine et inauguré une adresse prestigieuse sur l'avenue Montaigne à Paris. Puig, la société mère de Paco Rabanne, a pour objectif de faire franchir à la marque le seuil du milliard d'euros de chiffre d'affaires, principalement grâce aux ventes de parfums.

comparé à la même période de l'année écoulée, particulièrement, en ce qui concerne le groupe " produits alimentaires ", dont le glissement annuel des prix est passé de 14,2% à 15,3%, le groupe " boissons alcoolisées et tabac " (qui passe de 1,8% à 4,6%) et le groupe " restaurants et hôtels " (qui passe de 11,2% à 11,5%).

Selon l'INS, le groupe " Produits manufacturés " et le groupe " Alimentaire frais " sont les secteurs ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation globale, soit respectivement 2,6% et 2,5%, alors que le groupe " Energie " a apporté la plus faible contribution avec 0,4%.

Evoquant les contributions à l'inflation par régime, le groupe " Alimentaire libre " et le groupe " Non alimentaire libre " sont les groupes ayant apporté la plus forte contribution à l'inflation à parts égales, soit 4%.

Par ailleurs, le groupe " Alimentaire encadré " a apporté la plus faible contribution avec 0,1%.

En aout 2023, les prix de l'alimentation ont augmenté de 15,3% sur un an. Cette hausse provient principalement de la hausse des prix du café en poudre (35%), des viandes ovines (33%), des œufs (29,7%), des huiles alimentaires (23,7%) et des viandes bovines (20,4%).

Les produits manufacturés en hausse de 7,6%

Sur un an, les prix des produits manufacturés ont enregistré une hausse de 7,6% en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 6,7%, des produits de l'habillement de 9,2% et des produits d'entretien courant du foyer de 8,9%.

Pour les services, la hausse des prix est de 6,4% sur un an, principalement expliquée par l'augmentation des prix des services des restaurants, cafés et hôtels de 11,5%, des services de transport publique et privé de 12,2% et des services financiers de 20,7%, précise l'INS.

Le taux d'inflation sous-jacente a légèrement reculé pour s'établir à 7,2%

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) a légèrement reculé pour s'établir à 7,2% après 7,3% le mois précédent.

Les prix des produits libres (non encadrés) ont augmenté de 10,5% sur un an. Les prix des produits encadrés ont progressé quant à eux de 5,2%.

Pour les produits alimentaires libres, ils ont connu une hausse de 17,7% contre 2,1% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Hausse des prix alimentaires

Plus de 100% d'augmentation pour certains Produits



hausse est relative aux prix d'un kg de dorade coryphène (24%), de rouget (21%), de Merlan (14% à 13,051 dinars), et de Sardine (7% à 3,851 dinars).

L'approvisionnement du marché a enregistré une baisse en quantités de pastèques (49%), de raisin (24%), de melon (44%), de pêche (42%) et de poires (9%), de piment doux (21%), de tomate de (1%), de Rouget (49%), de Sardine (5%), de Chinchard (35%) et de Pataclet (22%)

En contrepartie, l'approvisionnement du marché en certains produits a marqué une hausse en quantités de pommes (24%), de pomme de terre (20%), d'oignon (5%), de Seiche (188%), et de Rouget (12%).

La baisse de l'offre sur le marché de gros et la hausse des prix ont impacté l'inflation qui a augmenté à 9,3%, à la fin du mois d'août 2023 après une baisse enregistrée durant cinq mois, selon les données de l'Institut national de la statistique (INS).

Au moins cinq produits alimentaires ont enregistré une hausse dépassant les 100% de leurs prix de vente en gros au cours du mois d'août 2023, par rapport à la même période de 2022, a indiqué l'observatoire national de l'agriculture (ONAGRI) dans un communiqué publié mercredi. Cette hausse des prix de gros signifie une augmentation des prix de vente de détail aux consommateurs.

Ces données relatives à l'évolution de l'approvisionnement et aux prix des principaux produits de base au niveau du marché de gros de Bir EL kasaa au cours du mois d'août 2023, montrent une régression des quantités de 19 produits en fruits, légumes et poissons.

Ainsi, les prix de 19 produits parmi le panier des fruits, légumes et poissons ont enregistré des variations à la hausse. La hausse des prix est de l'ordre de 134 % par kg pour la pastèque, dont le prix est passé de 0,442 dinar au cours du mois d'août 2022 à 1,032 dinar au cours du mois d'août 2023.

Cette hausse a concerné les prix de piment fort (120% à 2,174 dinars au cours du mois d'août sur une base annuelle), de raisin (105%), de melon (101%), de pêche (42%), du persil (12%) et des pommes de terre (11%).

Au cours du mois d'août 2023, les prix du poisson ont augmenté à des proportions variables. La

*Radio Diaspora Tunisie avec Mouna Aouri, Fondatrice
et CEO de Woomentum Singapore*

Femmes entrepreneurs, les clés de la réussite



Woomentum, une plateforme basée à Singapour, elle permet aux femmes entrepreneurs d'Asie-Pacifique d'accéder plus facilement au capital de croissance.

Mouna a créé des partenariats stratégiques avec des entreprises, des investisseurs institutionnels et des agences gouvernementales pour atteindre et mesurer les objectifs d'impact, permettant à plus de 5.000 femmes entrepreneurs d'acquérir de nouvelles compétences commerciales, du mentorat et du financement.

Mouna est également conseillère principale chez Beacon Fund, un fonds d'investissement axé sur les investissements avec une perspective de genre, se concentrant sur le financement de la dette pour les PME au Vietnam, en Indonésie et aux Philippines. Elle est directrice de la Private Equity and Venture Capital Association (MPEVCA) et de Chate Sat au Myanmar.

Pour ce nouvel épisode, Dr. Lobna Karoui invite au Micro de "Radio Diaspora Tunisia", Mouna Aouri, CEO de Woomentum pour parler de l'entreprenariat au Féminin.

Mouna a dévoilé des projets de mentoring, d'aide au financement de petites entreprises créées par des Femmes en Asie : Vietnam, Cambodge. Pour Mouna, les femmes ont besoin d'un réel accompagnement pour rendre leurs projets rentables mais aussi accéder à des réseaux de relations pour leurs affaires.

Cet épisode est un condensé d'expérience d'accompagnement de plus que 5.000 femmes entrepreneurs avec un partage en exclusivité des clés de réussites pour nos femmes businesswomen Tunisiennes.

Bio de Mouna Aouri

Mouna Aouri est une entrepreneure sociale, investisseuse à impact et ingénieure avec plus de 20 ans d'expérience en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et au Japon.

Fondatrice et dirigeante de



80e Mostra de Venise

Hind Meddeb primée à « Final Cut in Venice », Kaouther Ben Hania lauréate de « Women in cinema Awards »

La réalisatrice franco-tunisienne Hind Meddeb a été primée à " Final Cut in Venice " alors que Kaouther Ben Hania est lauréate de " Women in cinema Awards",

des récompenses attribuées à l'occasion du Festival International du Film de Venise organisé au Lido de Venise (Italie).

Le 80e Festival International du Film de Venise organisé par La Biennale de Venise du 30 août au 9 septembre 2023, a dévoilé, samedi, son palmarès complet. Le Golden Lion du meilleur film a été

attribué à "Poor Things" (Pauvres créatures) de Yorgos Lanthimos (Irlande/Royaume-Uni/États-Unis).

"Explanation for Everything" de Gábor Reisz (Hongrie/Slovaquie) a remporté le prix du meilleur film de la section "Orizzonti".

"Behind The Mountains" (Oura El Jbel, titre en arabe) écrit et réalisé par Mohamed Ben Attia était parmi les 17 films sélectionnés dans Orizzonti, une compétition internationale dédiée aux films représentant les dernières tendances esthétiques et expressives. Ce troisième long-métrage de fiction (98') de Ben Attia, - après Inhebek Hedi (2016) et Weldi (2018)-, a fait sa première mondiale dans "Orizzonti". Cette coproduction entre la Tunisie (Nomadis Images), la Belgique, la France, l'Italie, l'Arabie Saoudite et le Qatar a été projetée à Venise les 4 et 5 septembre en présence de l'équipe du film.

La réalisatrice de "Four Daughters" (Les filles d'Olfa) Kaouther Ben Hania était dans le jury de la section Orizzonti. Elle est parmi les lauréates de "Women in cinema Awards", une récompense attribuée en marge de la Mostra de Venise et qui rend hommage au talent des femmes dans l'industrie cinématographique et du monde des arts.

"Les filles d'Olfa" est le film candidat qui représentera la Tunisie à l'Oscar du meilleur film international des 96èmes Academy Awards. Après sa première mondiale à la 76ème édition du Festival de Cannes 2023, cette docufiction fera sa première nord-américaine à la 48ème édition du Festival international du film de Toronto (TIFF) qui se déroule du 7 au 17 septembre 2023 à Toronto (Canada).

Les prix attribués à "Soudan, Quand les poèmes s'effondrent" de Hind Meddeb

"Soudan, Quand les poèmes s'effondrent" réalisé par Hind Meddeb a été primé à la 11ème édition de Final Cut in Venice qui est un atelier de trois jours organisés pendant la 80e Mostra de Venise.

L'atelier de soutien à la production de films d'Afrique et de pays arabes, Final Cut in Venice, a annoncé, mardi, les vainqueurs de sa 11e édition tenue du 3 au 5 septembre. Le jury de ce prix de la Biennale de Venise, composé de Bobby Allen (MUBI), Enrico Bufalini (Cinecittà) et Sarah Chazelle (The Party Film Sales), a récompensé quatre autres projets dont le sud-africain "Carissa" réalisé par Jason Jacobs et Devon Delmar.

Les trois autres projets sont "She Was Not Alone" de Hussein Al-Asadi (Irak/Arabie Saoudite/Émirats arabes Unis), "Happy Holidays" de Sandar Copti (Palestine/Allemagne/France/Qatar/Italie) et "La vie est un chemin de fer" de Kevin Mavakala, Manassé Kashala, Isaac Sahani et Tousmy Kilo (RD du Congo/France/Allemagne).

Initialement reporter à France Info et pour le magazine Tracks sur Arte, Hind Meddeb a réalisé des documentaires des reportages au Maroc, en Tunisie, en Egypte et au Liban dont "Our Voices As Only Weapons" et "Paris Stalingrad" (2019), Kids on the road et Storie Vere di Palermo (2018), Get Organized! (2016), Tunisia Clash (2015), Electro Chaabi (2013) et Au pays de Glissant (2011) et Casablanca, one way Ticket to paradise (2007).

"Soudan, Quand les poèmes s'effondrent" est une coproduction tuniso-française (Abel Nahmias, Michel Zana, Alice Ormières). Ce projet de film a reçu plusieurs offres de financement dont une garantie de production de l'ordre de 10 000 dollars offerte par MAD Solutions avec 3 000 dollars pour le marketing, la publicité et la distribution dans le monde arabe. Le Festival du film d'El Gouna lui a offert 5 000 Dollars et une invitation à prendre part au festival qui revient après une année d'absence. Le Fonds

de la mer Rouge du Festival international du film de la mer Rouge lui a offert un prix d'une valeur supplémentaire de 5 000 Euros. TitraFilm a offert jusqu'à 5 000 € pour l'étalonnage des couleurs et jusqu'à 3 000 Euros pour la production d'un master DCP, la création de fichiers pour iTunes, Google ou Netflix, et jusqu'à 2 000 € pour le sous-titrage en français et en anglais.

Rai Cinema a offert 5 000 Euros pour l'acquisition d'un droit de premier refus pour l'octroi éventuel des droits d'utilisation

et d'exploitation économique à la télévision de cette œuvre sur le territoire italien avec l'obligation de mentionner "en collaboration avec Rai Cinema S. p. a." dans les crédits.

" Final Cut in Venice " est l'un des projets lancés par le Venice Production Bridge, Depuis 2013, il offre une aide à des films de tous les pays africains ainsi que de pays arabes (Irak, Jordanie, Liban, Palestine et Syrie). La Tunisie est un pays qui appartient à la fois au Continent africain et au Monde arabe.

Les films en phase de production sont présentés à des professionnels (producteurs, acheteurs, distributeurs, sociétés de post-production et programmeurs de festivals de films), dans le cadre de l'atelier Final Cut in Venice qui facilite la post-production et leur accès au marché du film. Les deux premiers jours du programme sont consacrés aux projections. Au troisième jour, des rencontres individuelles ont lieu entre les projets sélectionnés et les professionnels participant au Venice Production Bridge.



The image is a promotional poster for the E23 exhibition. The left side features a green abstract background with a grid pattern and the text "E23 ECOMONDO The green technology expo." The right side is a dark blue/black vertical panel with white text. The main title "E23" is large and bold. Below it, the subtitle "The Ecosystem of the Ecological Transition" is written. Further down, it states "L'événement leader en Europe pour l'économie verte et circulaire". The dates "7 - 10 Novembre 2023" and the location "PARC DES EXPOSITIONS DE RIMINI, ITALIE" are listed. At the bottom, logos for the Italian Exhibition Group and ITA (Italian Trade Agency) are visible, along with the website "madeinitaly.gov.it".

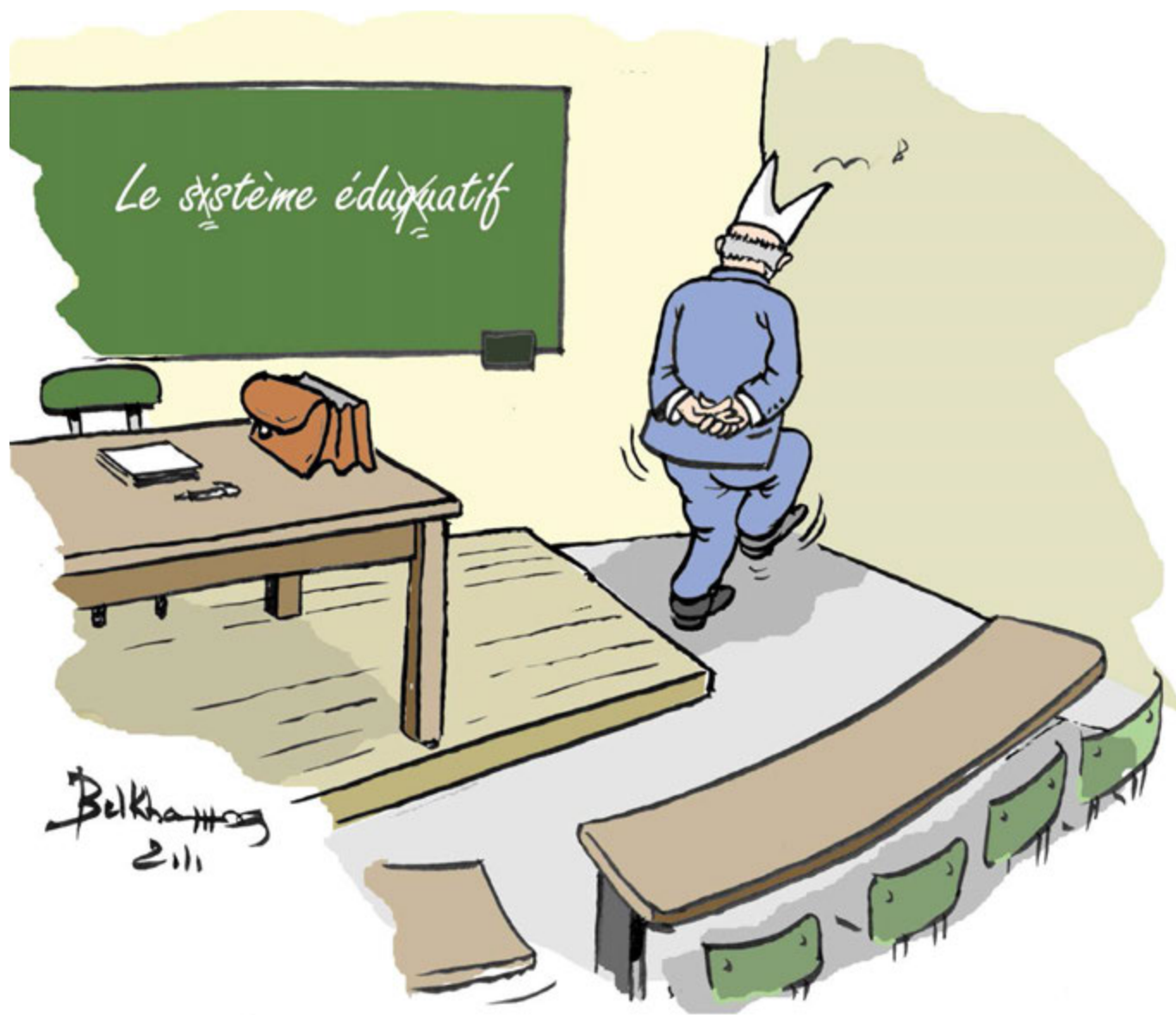
RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with





De l'eau dans le gaz !



On avance, on avance, lentement mais on avance, même si ça se passe au détriment de l'économie. Un calcul rapide montre que ZABA, qui montre son héritier sur les réseaux sociaux, a coûté moins cher à la Tunisie durant 23 ans que ces quelques mois de gestion désastreuse...

Mais les esprits sereins vous diront que ça peut se récupérer vite, que nous sommes un pays fournisseur de services !

Vous n'êtes pas convaincus ? Alors écoutez RAGHA sur Nessma TV qui vous dit que l'on nage dans le bonheur avec des plages et supermarchés bondés et de l'eau au robinet et de la lumière ! Merci seigneur de nous

avoir éclairés et abreuvés de douces paroles enivrantes bien qu'il ne soit pas tellement réputé distribuer de l'ivresse.

Quel bonheur que ces arguments qui ont déjà fait le bonheur d'Alfred Sauvy, le célèbre économiste qui déjà parlait de la politique du robinet il y a plusieurs décennies. Et pour aller plus loin, il y a des siècles, un prophète s'exclamait «fiat lux»!

Mais et cela fera des jaloux il n'a pas été question de gaz ni d'assainissement dans le bonheur du Tunisien fana de ragha! Le gaz c'est dangereux d'en parler pour deux raisons évidentes : la première relève de la sécurité -le gaz est explosif tout le monde

le sait-, et l'autre raison de considérations géostratégiques -le gaz vient d'Algérie, pays qui ne porte pas tellement ces gens-là dans leur cœur !

Pour l'assainissement, c'est plus délicat, car les mauvaises langues vous diront que le pays est dans la m ... Et les mordus de l'épuration veulent faire voter la fameuse "loi de protection de la révolution" (la LPR), quitte à utiliser les services des LPR ... Cependant, ce qu'ils ne savent peut-être pas, c'est qu'il y a les résidus de l'épuration : les boues fangeuses et les eaux traitées imbuables qui peuvent servir à irriguer les champs de production de "Choco Tom" !

Ouf, j'ai terminé mon papier et je n'ai pas pu en rédiger un autre sur les réactions qui ont suivi cette interview sur Nessma, car on est passé d'une nesma d'été à des coups de vent dans tous les sens qui font que même les arbres y perdent le Nord !

Mes chers lecteurs, si vous arrivez à synthétiser les réactions, je vous offre une livraison gratuite et permanente de Choco Tom !

Ibtissem(Septembre 2013)

KONA c'est WAOUH



Appelez le **70 130 600**

مؤسسة تحترم
حقوق المستهلك



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2022
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn



Tunisiens

Résidents à l'Étranger

